

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 1925.

Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910
organique des Conseils de Prud'hommes ⁽¹⁾;

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. VAN DIEVOET.

MESSIEURS,

Le projet de loi que le Sénat vous a transmis a pour objet de reviser la loi du 15 mai 1910 organique des Conseils de prud'hommes. Ainsi que le déclarait le Gouvernement dans son exposé des motifs, « le projet tend moins à introduire dans l'organisation de cette juridiction des modifications radicales qu'à réaliser, en harmonie avec les tendances qui ont prévalu jusqu'ici, un progrès nouveau. En d'autres termes, les réformes proposées constituent plutôt une mise au point qu'une véritable refonte de la loi actuelle ». (*Doc. Sénat*, 1922-1923, n° 130, p. 6.) On peut en dire autant des changements préconisés par M. Van Roosbroeck, auteur d'une proposition sur le même objet, déposée le 16 février 1922 (*Doc. Sénat*, 1921-1922, n° 30), et qui fut examinée par la Commission de l'Industrie et du Travail du Sénat en même temps que le projet gouvernemental.

L'Assemblée consacra plusieurs séances à l'étude du projet, M. Van Roosbroeck réintroduisit sous forme d'amendements celles de ses suggestions qui avaient été écartées par la Commission. L'ensemble du projet fut adopté le 10 décembre 1924 : il y eut 118 oui, 3 non et 2 abstentions (*Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 216).

Le projet ne donne lieu à l'examen d'aucune question de principe. Il suffira donc à votre rapporteur d'indiquer, dans l'ordre des matières, les points discutés,

(1) Projet transmis par le Sénat, n° 40 (session de 1924-1925).

(2) La *Section centrale* est composée de MM. Bertrand, président, Poncelet, Fieullien, Van Wallegem, Brusselmans, Troclet et Van Dievoet.

ainsi que les solutions proposées par le Sénat et par votre Section centrale. Ces points concernent :

- I. — La mission des Conseils de prud'hommes (Art. 1^{er} à 5).
- II. — L'institution des Conseils (Art. 6).
- III. — L'électorat et l'éligibilité (Art. 11, 12, 19, 22).
- IV. — La présidence des Conseils de prud'hommes et les assesseurs juridiques (Art. 25 et 27).
- V. — La suppression des catégories et la création des assesseurs techniques (Art. 31 et 34).
- VI. — La compétence des Conseils et l'appel de leurs décisions (Art. 43 à 46).
- VII. — La procédure (Art. 52, 54, 57 et 59).
- VIII. — Les jetons de présence (Art. 94 et 123).
- IX. — Le nombre des Conseils d'appel (Art. 125).

I. — Mission des Conseils de prud'hommes.

(Art. 1 à 5.)

Une première question qui a longuement retenu l'attention du Sénat, c'est la mission du Conseil de prud'hommes. La loi du 15 mai 1910 rendait justiciables de la juridiction du travail, les personnes occupées dans une entreprise industrielle ou commerciale, en qualité d'ouvriers ou d'employés, ainsi que les préposés des pharmaciens, horticulteurs et coiffeurs. Les employés (ceux qui effectuent habituellement un travail intellectuel) ne relevaient du Conseil que si leur rémunération ne dépassait pas 6,000 francs par an. La définition des termes « chefs d'entreprise » ne s'appliquait pas aux pouvoirs publics qui exploitent en régie.

M. Van Roosbroeck aurait voulu voir étendre la loi des prud'hommes d'une part « à tous employeurs, à tous donneurs de travail », et d'autre part à « tous employés », c'est-à-dire à toutes personnes quelconques effectuant pour autrui un travail manuel ou intellectuel.

Le Gouvernement, de son côté, proposait d'étendre le champ d'application de la loi à toutes entreprises quelconques, y compris celles qui ne sont ni commerciales, ni industrielles, et à toutes professions quelles qu'elles soient, même à certaines fonctions, comme les offices ministériels. Il excluait seulement, d'une part, les entreprises agricoles et forestières (art. 2) et les administrations publiques (art. 5), d'autre part, les domestiques et gens de maison (art. 5, 2^o) et les employés dont la rémunération est supérieure à 12,000 francs (art. 4c, *in fine*).

Un long débat eut lieu sur cet objet. Le Sénat rejeta le texte, évidemment trop général, proposé par M. Van Roosbroeck (*Ann. parl.*, Sénat, 1923-1924, p. 733). La discussion se ramena ainsi à des termes plus restreints et plus précis : la juridiction du travail sera-t-elle applicable : a) aux agents des admi-

nistrations publiques; b) aux travailleurs agricoles; c) aux gens de maison, domestiques et servantes; d) aux gens de mer; e) aux employés qui touchent une rémunération supérieure à 12,000 francs?

a) *Les agents des administrations publiques* (art. 5 *initio*). — En faveur de l'extension de la compétence des Conseils de prud'hommes aux différends intéressant les agents des administrations publiques et notamment les agents des chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones, on fit valoir une raison d'égalité : on voulait rendre applicable aux rapports entre les chefs des services publics et leurs subordonnés, les lois judiciaires réglant les rapports entre les patrons de l'industrie privée et leurs ouvriers. A l'heure actuelle, au dire des auteurs de la proposition, ces agents sont livrés sans défense à l'arbitraire de leurs supérieurs hiérarchiques. Et on désirait les mettre en mesure d'en appeler à des juges, lorsqu'ils se considéraient injustement punis, arbitrairement frappés, abusivement entravés dans leur avancement (*Ann. Sénat*, 1923-1924, p. 700).

Il fut répondu que l'État, pouvoir public, n'est pas un employeur; — que ses agents ne sont pas des employés; — que les relations juridiques entre l'État et ses agents ne résultent pas d'un contrat de louage de services; — que la matière de la compétence du Conseil — contestations relatives au contrat de travail, etc. (voir art. 43) — fait donc défaut.

Les adversaires de l'extension ont ajouté, à bon droit, que l'échange de vues présentait un caractère purement académique : aucune proposition concrète n'était faite. Or, comment composer le Conseil? et, notamment, qui représentera l'État au sein de cette juridiction?

Comme on l'a dit au Sénat, la solution de ce problème réside dans l'établissement d'un statut du personnel des administrations publiques, couronné par l'institution d'un tribunal administratif, jugeant en équité plutôt qu'en droit, comme le fait en France le Conseil d'État.

L'amendement tendant à englober purement et simplement dans la juridiction des prud'hommes les administrations publiques et leurs agents fut écarté. Il n'en pouvait pas être autrement : la question n'était pas mûre.

b) *Les travailleurs de l'agriculture* (art. 2 *initio*). — Une discussion surgit au sujet des ouvriers de l'agriculture, de l'horticulture et de l'exploitation forestière. L'exposé des motifs portait : « Pour ce qui est des exploitations agricoles, l'exclusion se conçoit parfaitement, les rares contestations s'élevant entre les cultivateurs et leurs ouvriers étant tranchées à la satisfaction générale par les juges de paix, généralement plus rapprochés que le Conseil de prud'hommes et suffisamment au courant, à la campagne, des choses de la terre. »

Tel ne fut pas l'avis d'un certain nombre de sénateurs qui proposèrent, sous forme d'amendement, la création, au sein des Conseils de prud'hommes, de chambres pour les travailleurs de l'agriculture (amendement de M. Van Roosbroeck, *Doc. Sénat*, 1923-1924, n° 129, p. 5).

Ils en fournissaient les raisons que voici : Ces travailleurs sont aussi dignes que ceux des grandes villes d'être jugés par leurs pairs, au lieu de devoir se présenter devant le juge de paix, en qui ils n'ont pas confiance, qui ne leur est

pas favorable et qui n'a aucune compétence en matière d'agriculture. Au surplus, si les contestations ne sont pas nombreuses, c'est que souvent les ouvriers agricoles ignorent leurs droits, et que, lorsqu'ils les connaissent, ils n'osent les faire valoir.

On leur a répondu que, d'abord, nulle juridiction n'est aussi paternelle que celle du juge de paix qui, mieux que personne, connaît les us et coutumes des campagnards, qui vit au milieu d'eux, qui préside leurs conseils de famille, et dont la mission consiste essentiellement à aplanir leurs différends.

Si les conflits entre employeurs et employés de l'agriculture sont rares, c'est que, le plus souvent, l'ouvrier agricole fait partie du ménage du cultivateur, c'est que les relations entre patrons et ouvriers ruraux sont, fort heureusement, restées patriarcales, et l'on risquerait de porter atteinte à cette situation en intervenant : *quieta non movere*.

Divers orateurs ont d'ailleurs exprimé la crainte que les travailleurs agricoles ne se trouvent noyés dans le flot des électeurs urbains, et que, par suite, le tribunal à constituer ne soit plus étranger aux choses de l'agriculture que tel ou tel juge de paix. Les Conseils de prud'hommes sont d'ailleurs placés à une plus grande distance des justiciables ruraux que les justices de paix, ils siègent généralement le soir, et leur procédure est moins rapide que celle des magistrats cantonaux.

La majorité du Sénat n'était pas hostile à l'idée d'un tribunal professionnel pour l'agriculture, mais elle était d'avis que la loi actuelle ne peut résoudre la question, même par l'établissement d'un corps électoral spécial et d'une chambre agricole au sein du conseil. Certains de ceux qui n'étaient pas entièrement satisfaits du régime existant, désiraient le vote d'une loi spéciale et la création de tribunaux proprement agricoles.

Cette idée n'est pas nouvelle. Dans un rapport présenté au Conseil supérieur de l'agriculture, en 1910, feu le professeur Vliebergh se déclara partisan de l'établissement de tribunaux spéciaux en matière purement agricole. Mais, comme il pensait que ces juridictions constituaient des tribunaux extraordinaires, interdits par l'article 94 de la Constitution, il proposa simplement de donner au juge de paix deux adjoints cultivateurs ayant voix consultative. Ces adjoints seraient désignés par le Ministre de la Justice, sur présentation de la Commission provinciale d'agriculture (E. VLIEBERGH, *Etudes d'économie rurale*, 1911, pp. 341 et suiv.). La question mérite un examen approfondi.

Quoi qu'il en soit, l'amendement de M. Van Roosbroeck a été rejeté par le Sénat (*Ann. Sénat*, 1923-1924, p. 739). La juridiction du juge de paix demeure donc seule compétente pour juger les conflits s'élevant dans les exploitations agricoles et forestières (art. 2) auxquelles il y a lieu d'assimiler les exploitations horticoles (*Rap. comp. Doc. Sénat*, 1923-1924, n° 155, pp. 3-4).

c) *Les gens de maison : domestiques et servantes* (art. 5, 2°). — M. Van Roosbroeck proposait de créer des chambres spéciales pour les gens de maison, parce que, disait-il, « un juge de paix, si impartial soit-il, pourrait être porté à ne point admettre que les travailleurs que l'on intitule encore « sujets » ou

« gens de maison » puissent avoir les mêmes droits que ceux qui les emploient ». On pourrait, suivant lui, établir, qu'indirectement, ce juge est en même temps partie Proposition, *Doc. Sénat*, 1921-1922, n° 30, p. 2).

Le Sénat écarta cette idée, notamment pour les raisons qui firent rejeter l'amendement relatif aux travailleurs agricoles : le fait que le magistrat cantonal n'est ni domestique ni servante ne l'empêche nullement de juger avec impartialité les contestations mettant en présence des gens de maison et leurs patrons ; — il ne survient guère de conflits ; — enfin, on ne voit pas bien comment constituer le corps électoral appelé à élire les représentants des gens de maison et ceux des patrons.

d) *Les gens de mer* (art. 2, 1° et art. 3, 8°). — La loi du 13 mai 1910 rangeait spécialement parmi les chefs d'entreprise les propriétaires et armateurs de bateaux de pêche maritime et, depuis son entrée en vigueur, les gens de mer étaient conciliés et jugés par certains Conseils de prud'hommes, notamment par celui d'Anvers, au même titre que les ouvriers industriels. Ils rentraient manifestement dans les termes de l'article 3, alinéa 1^{er}. Cependant des hésitations s'étaient produites au sujet des matelots engagés « à la part de fret ». En vue de lever tout doute à cet égard, le projet rangeait parmi les ouvriers les « matelots, et, en général, tous ceux qui, à bord d'un bâtiment de commerce, sont chargés d'un travail manuel ». (Exposé des motifs, *Doc. Sénat*, 1922-1923, n° 130, p. 10).

La question se compliqua par le fait que le Gouvernement étudiait un projet de loi en vue de la ratification de la convention passée à Gênes en 1921 et proclamant la nécessité d'un statut spécial régissant la marine internationale. M. Le Jeune déposa donc un amendement tendant à faire sauter la disposition relative aux gens de mer. L'Administration de la Marine était d'avis qu'il y avait lieu de soumettre les conflits de l'espèce au juge de paix. (Rap. comp., *Doc. Sén.*, 1923-1924, n° 155, p. 2).

M. Le Jeune produisait des arguments sérieux : il soutenait que les particularités du métier de marin rendent matériellement impossible l'organisation de Conseils de prud'hommes vraiment aptes à juger. En effet, disait-il, pour être électeur, il faut être employé dans le ressort du siège à former, et, vu que le métier de marin est essentiellement pérégrinant, bien peu nombreux seraient les marins prenant part à l'élection. Le même inconvénient existe pour l'éligibilité au Conseil, les marins ne pouvant y remplir un mandat sans cesser l'exercice de leur profession : on aurait toutes les peines du monde à trouver parmi les gens de mer des présidents et des membres en nombre suffisant. Enfin, les conflits peuvent naître au large ou dans un port étranger lors du débarquement : on ne peut, semblait-il, obliger le marin à attendre le retour au pays pour soumettre sa demande aux juges du travail. (*Ann. parl.*, 1924-1925, pp. 9-11).

Le Sénat ne partagea pas cette manière de voir. Dès l'abord, il fut admis par tout le monde que la loi s'appliquerait à la batellerie intérieure, à la pêche et au

personnel des remorqueurs n'appartenant pas à une administration publique (*Ann. parl.*, 1923-1924, pp. 716 et 737. Déclaration du Ministre de l'Industrie et du Travail).

Quant aux marins proprement dits, on fit remarquer que la loi n'innovait pas, puisque les gens de mer étaient jugés par le Conseil de prud'hommes sous la loi existante. La difficulté relative à l'électorat ne paraissait pas insurmontable, il suffirait de laisser un certain laps de temps pour le vote et d'admettre les marins à déposer leurs bulletins, avant leur départ, aux commissariats maritimes. On trouverait aisément des présidents et membres parmi les marins occupés à terre dans la branche maritime. Au surplus, la compétence territoriale ne serait pas modifiée et, si un conflit surgissait à l'étranger, les consuls demeureraient compétents, conformément au droit commun : seul le marin procédant chez lui comparaitrait devant le Conseil de prud'hommes, au lieu de comparaître devant le tribunal de commerce.

Même, s'il est vrai que certains inconvénients sont inévitables, les procès entre armateurs et matelots n'en donnent pas moins lieu à des discussions d'ordre technique, qu'il vaut mieux voir trancher par des professionnels. Cette dernière considération devait l'emporter.

Le Sénat décida donc de s'en tenir au texte du Gouvernement, quitte à examiner plus tard, lorsque viendrait en discussion le statut des gens de mer, s'il y a lieu de remplacer la juridiction établie par une autre. (Rejet de l'amendement de M. Lejeune à l'art. 2, *Ann. Sénat*, 1923-1924, p. 739 ; de l'amendement de la Commission à l'art. 3, *Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 19.)

e) *La rémunération-limite des employés* (art. 4c in fine). — La loi du 15 mai 1910 ne s'appliquait pas aux employés dont la rémunération est supérieure à 6,000 francs par an. La diminution de la valeur de la monnaie a eu pour effet qu'un certain nombre d'employés, relevant avant la guerre du Conseil de prud'hommes, n'en relèvent plus à l'heure actuelle. Notre collègue M. Vergels avait déposé, le 4 mai 1922, une proposition de loi aux termes de laquelle seraient considérés comme rentrant dans la catégorie des employés, tous les agents dont la rémunération ne dépasserait pas 12,000 francs par an ; cette limitation avait l'avantage d'établir une concordance parfaite entre la loi sur les prud'hommes et la loi sur le contrat d'emploi. Le Gouvernement se rallia à cette idée : il proposa comme limite le traitement de 12,000 francs.

Une discussion s'engagea au Sénat : M. Wittemans proposa la suppression de toute limite, l'exclusion des employés supérieurs devant se faire d'après un autre critérium : la nature de leur contrat et le genre de leurs occupations. M. Van Roosbroeck suggéra le chiffre de 25,000 francs, le chiffre du projet étant à son avis, devenu insuffisant, ce qui devait entraîner cette conséquence que les employés de valeur ne seraient pas éligibles.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail exprima l'avis que l'employé supérieur n'a pas intérêt à être jugé par le Conseil de prud'hommes, au lieu de l'être par le tribunal de commerce en première instance, et par la Cour d'appel en deuxième instance. Les questions auxquelles donne lieu l'exécution de l'engage-

ment de ces personnes sont très différentes de celles qui rentrent dans la compétence naturelle des prud'hommes.

Les amendements de MM. Wittemans et Van Roosbroeck furent écartés. (*Ann. Sénat, 1924-1925, pp. 28 et 29.*)

A tout bien considérer cependant, et en tenant compte de ce que, dans la rémunération, il faut englober les avantages accessoires assurés aux employés par leur contrat (*Ann. Sénat, 1924-1925, pp. 28 et 29*), il apparut qu'un traitement de 12,000 francs est inférieur au traitement de 6,000 francs pris pour base avant la guerre. Le R. P. Ruten déposa un amendement tendant à remplacer 12,000 francs par 18,000 francs. Le Gouvernement se rallia à ce chiffre, et le Sénat l'adopta. (*Ann. Sénat, 1924-1925, p. 29.*)

II. — Institution des Conseils.

(ART. 6.)

Certains membres du Sénat ont proposé de faire établir les Conseils de prud'hommes par arrêté royal, le pouvoir exécutif étant obligé d'y procéder à la demande des patrons et ouvriers; d'autres voulaient l'établissement obligatoire d'un Conseil par arrondissement judiciaire, ou même par canton.

A la première suggestion, il fut répondu que l'article 94 de la Constitution s'y oppose formellement : nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établie qu'en vertu d'une loi. Cette disposition n'a jamais cessé d'être appliquée depuis 1830.

Quant aux autres propositions, le Ministre de l'Industrie et du Travail déclara que les Conseils de prud'hommes doivent être établis là où l'exigent les besoins de l'industrie. Prétendre qu'il faut un Conseil de prud'hommes dans chaque canton, c'est plaider contre la réalité des faits. Il y a de nombreux cantons dans lesquels jamais un Conseil de prud'hommes n'aurait à fonctionner : dès lors, en le créant, on susciterait des dépenses et des administrations inutiles. Quant à l'institution d'un Conseil par arrondissement, elle pourrait n'être pas adéquate aux besoins : il peut arriver et il arrive dans certains arrondissements industriels qu'il soit nécessaire d'en établir plusieurs (*Ann. Sénat, 1924-1925, p. 30*). Le Ministre ajoutait qu'après le vote de la loi, un projet de réorganisation des Conseils serait déposé, qui délimiterait le ressort de ces juridictions d'une façon appropriée aux circonstances présentes (*Ann. Sénat, 1923-1924, p. 713*).

III. — L'électorat et l'éligibilité.

(ART. 11, 12, 19, 22.)

L'électorat et l'éligibilité donnèrent lieu à certaines observations et firent l'objet de certains amendements. Rappelons les principaux.

L'âge de l'électorat a été ramené de 25 ans à 21 ans, sans aucune opposition. Quant à l'âge de l'éligibilité (art. 11), le Gouvernement avait proposé 25 ans,

mais le Sénat accueillit un amendement du R. P. Rutten rétablissant l'âge de 30 ans inscrit dans la loi antérieure et dans la loi française (*Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 34, *Code du Travail*, t. IV, art. 23).

L'électorat pour le Conseil de prud'hommes est la conséquence du fait que l'on en est justiciable. La loi antérieure exigeait l'exercice d'une industrie ou d'un métier dans le ressort, pendant une année au moins : cette condition de durée suscitait de sérieuses difficultés de preuve. Elle disparaît : il suffira désormais, pour avoir la qualité d'électeur, d'être occupé dans le ressort à la date à laquelle commence la formation ou la revision des listes électorales, ou d'y être enrôlé comme marin (art. 12, 4°). Certains auraient voulu aller plus loin, et proposaient de dire que celui qui travaillerait momentanément à l'étranger serait inscrit dans le ressort où il a son domicile ou sa résidence. Cet amendement fut rejeté, pour ce motif que le domicile et la résidence sont ici sans portée, puisque, en principe, la compétence du Conseil est déterminée par le lieu du travail (art. 44) : celui qui est parti, tant qu'il n'est pas revenu travailler dans le ressort, n'est plus, sauf exception, justiciable du Conseil, en conséquence il n'a plus aucun intérêt à être électeur. Quant à la question de savoir si ce travailleur, ou si ce patron (car la question peut se poser pour l'employeur comme elle peut se poser pour l'employé) reviendra, non pas habiter, mais travailler dans le ressort, personne ne peut la résoudre d'avance.

L'article 12 *in fine* de la loi de 1910 portait : « Conserveront, toutefois, le droit d'électorat, les ouvriers et les employés qui pour cause de maladie, accident, grève, lock-out, ou chômage involontaire, cessent temporairement d'être attachés à une entreprise établie dans le ressort ». Ce texte n'a pas été reproduit au projet. Le R. P. Rutten a demandé si la disposition avait été supprimée parce qu'elle était inutile et s'il était entendu que les ouvriers et les employés se trouvant dans l'un de ces cas garderaient leur droit d'électeur. M. Tschoffen, ministre de l'Industrie et du Travail, se déclara d'accord avec l'orateur (*Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 32). Il ne serait pas inutile, pour lever tout doute, de réinsérer la disposition dans le texte.

L'éligibilité a donné lieu à une autre discussion. L'article 19 du projet privait du droit de faire partie d'un Conseil de prud'hommes les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement dépassant un mois. Et l'article 22 portait que serait déclaré démissionnaire le conseiller condamné à une peine d'emprisonnement, sans limitation de durée. Le Sénat établit la concordance entre ces deux dispositions, en ajoutant à la seconde : « dépassant un mois » (amendement de M. Braun; *Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 36).

M. Van Roosbroeck et ses amis proposaient de dire « sauf pour délit politique ». La Commission et, après elle, le Sénat, écartèrent cette suggestion. Une condamnation pour délit politique peut, sans doute, n'avoir aucun caractère infamant. Mais la question n'est pas là. Le magistrat doit réunir de nombreuses qualités, entre autres la modération et le calme, sans lesquels un jugement impartial ne se conçoit même pas. Ainsi que le déclarait le Ministre de l'Industrie et du Travail, on peut être un fort honnête homme et un fort mauvais magistrat (*Ann. Sénat*, 1923-1924, p. 714).

IV. — La présidence du Conseil de prud'hommes et les assesseurs juridiques.

(Art. 25 et 27).

Le projet de loi introduit un changement notable dans l'organisation de la présidence du Conseil de première instance. La loi du 15 mai 1910 confiait la nomination du président et du vice-président au Roi, qui les désignait, soit sur deux listes de deux candidats présentés par le Conseil, soit d'office, à défaut de présentation. Nul ne pouvait être présenté, s'il n'avait obtenu la majorité des suffrages dans l'assemblée des conseillers patrons et dans l'assemblée des conseillers ouvriers et employés ; le président et le vice-président devaient être choisis dans deux groupes différents : l'un des groupes se trouvait donc désavantagé par le fait qu'il n'avait que la vice-présidence. Lorsque l'accord sur le choix des candidats ne se faisait pas, et que le président était nommé d'office, il devait être docteur en droit (loi 1910, art. 25) : le Conseil perdait ainsi son caractère de juridiction purement professionnelle et élective.

Désormais il n'en sera plus ainsi. Aux termes de l'article 25, le Roi nommera deux présidents, l'un sur présentation de deux candidats par le groupe des patrons, l'autre sur présentation de deux candidats par le groupe des ouvriers et employés. Les candidats présentés devront appartenir au Conseil. En vue d'établir une égalité absolue entre employeurs et employés, les deux présidents exerceront leurs fonctions alternativement.

La majorité de la Commission de la Justice du Sénat écarta cette disposition du projet : elle désirait voir la présidence dévolue invariablement à un docteur en droit nommé en dehors du Conseil. (Rap., *Doc. Sénat.* 1923-1924, n° 67, p. 2.) On fit valoir, à cet effet, que le président appartenant à l'un des deux groupes, patron ou ouvrier, aura rarement la confiance de l'autre groupe ; — que le docteur en droit est habitué aux séances judiciaires, qu'il connaît la législation du travail, et qu'il dirigera les débats avec plus de méthode et d'autorité.

Ce fut la bataille : certains sénateurs dénoncèrent l'incompétence de fait des docteurs en droit, ils mirent en doute leur parfaite impartialité, et ils s'apitoièrent sur le sort du justiciable intimidé par les présidents de cette espèce. C'était certes excessif, car on entendit M. Casterman interrompre pour déclarer qu'en matière d'accidents du travail, la jurisprudence des juges de paix est généralement plus large que celle des Commissions arbitrales, composées de patrons et d'ouvriers (*Ann. Sénat.* 1923-1924, p. 714). On fit remarquer encore qu'un grand nombre de Conseils sont présidés actuellement par des docteurs en droit, à la satisfaction de tous.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement défendit son texte et le Sénat l'adopta (*Ann. Sénat.* 1924-1925, p. 46). La question, au surplus, ne paraît pas présenter une très grande importance.

Le Conseil ne peut, en effet, se passer du concours d'un juriste. C'est pourquoi le projet déclare que le Roi nommera auprès de chaque chambre un docteur en droit en qualité d'assesseur juridique. Celui-ci prend part aux délibérations

avec voix consultative (art. 26). Il rédige la sentence (art. 76). Et le projet ajoute qu'en cas de parité, il départage les votes (art. 26). C'est fatal : un tribunal paritaire peut arriver à une situation sans autre issue que l'intervention d'un tiers arbitre. Ce tiers arbitre, c'est, dans l'économie du projet, l'assesseur juridique. En France, c'est le juge de paix (*Code du Travail*, t. IV, art. 59, al. 2). Un membre de votre Section centrale a proposé que, dans l'hypothèse envisagée, le Conseil ne puisse statuer qu'à charge d'appel : cette suggestion ne fut pas admise, parce qu'on susciterait ainsi des frais d'appel peut-être inutiles, et qu'on n'aboutirait en somme qu'à reculer la difficulté, qui serait finalement tranchée par le président du Conseil d'appel, docteur en droit (art. 120).

L'alternance des présidents offre des inconvénients. Dire, comme le fait l'article 25, alinéa 7, que les deux présidents exerceront alternativement leurs fonctions pendant une période de six mois, c'est inviter les intéressés à manœuvrer de telle manière que leur procès vienne devant le Conseil au moment où la présidence appartient à un homme de leur groupe. Le procédé serait moins à craindre si la durée de la présidence était d'une année au lieu d'être de six mois. Il n'existe d'ailleurs aucune raison pour faire intervenir un changement au beau milieu de l'année judiciaire, ce qui doit, nécessairement, désorganiser le service. De là l'amendement à l'article 25, que vous soumet votre Section centrale.

Pour le surplus, celle-ci propose d'adopter les dispositions du projet relatives à la présidence et aux assesseurs juridiques.

V. — Suppression des catégories et création des assesseurs techniques.

(ART. 31 et 34.)

Avant la loi de 1910, l'habitude s'était introduite de ne convoquer aux audiences que les prud'hommes représentant les métiers auxquels appartenaient les parties engagées dans les contestations inscrites au rôle. La loi de 1910 généralisa l'application de ce système : elle multiplia les catégories d'industries et de commerces auxquelles des mandats de membre seraient attribués, et décida formellement qu'à chaque audience on ne convoquerait que les membres appartenant à la catégorie des plaideurs du jour (art. 34 de la loi du 15 mai 1910). Ce système ne produisit pas les résultats que l'on avait escomptés.

Tout d'abord il eut pour effet d'augmenter dans de fortes proportions le nombre des conseillers ; d'où cette conséquence que beaucoup de membres ne furent appelés que rarement et qu'il ne leur fut guère possible d'acquérir l'expérience nécessaire des choses de la justice.

D'autre part, pour que le conseiller appelé à juger fût vraiment du métier, il aurait fallu pousser à l'absurde l'établissement des catégories. M. Van Roosbroeck l'a dit d'une façon très pittoresque : « Pour que le tailleur fût jugé par un tailleur, c'est par métier qu'il faudrait un Conseil, sinon notre tailleur serait jugé par un conseiller de son industrie, en l'occurrence le vêtement. Or, rien ne dit que ce serait un tailleur, il est possible que ce soit un coupeur de chemises, un cordonnier, un gantier, une piqueuse de bottines, un mégissier, une dentel-

lière, un tisserand, un fourreur, un teinturier de peaux, une lingère, un brodeur et quantité d'autres encore. »

On a fait remarquer, enfin, qu'il y avait des inconvénients sérieux à changer la composition du siège au cours d'une même audience, système contraire au bon ordre des séances et entraînant le paiement de jetons de présence supplémentaires.

Aussi l'abandon de la subdivision des Conseils par catégories était-elle réclamée dans tous les milieux intéressés. Le Gouvernement, tenant compte de ces vœux, proposa l'abrogation de l'article 34. Désormais, le nombre des membres à convoquer à chaque audience sera invariablement fixé à quatre, soit deux chefs d'entreprise et deux ouvriers ou employés, quels que soient, d'ailleurs, le nombre et le genre d'affaires à juger, ce qui permettra de restreindre dans de fortes proportions l'effectif des conseillers (art. 8).

Certes, il est des contestations qui présentent des difficultés d'un ordre technique spécial, et le Conseil de prud'hommes perdrait son caractère s'il ne comprenait des membres en mesure de saisir et de résoudre ces questions. Le projet pourvoit à ce besoin d'une double manière.

Il crée un rouage nouveau intéressant : les assesseurs techniques de l'article 34. Ces assesseurs seront désignés, après chaque renouvellement du Conseil, par chacun des groupes (employeurs, ouvriers ou employés) pour les industries, commerces et autres professions exercés dans la circonscription. La Chambre appelée à juger s'en adjoindra un de chaque groupe, d'après les besoins de la cause, toutes les fois que les membres présents ne possèdent pas eux-mêmes la compétence particulière requise.

On a fait remarquer que la suppression des catégories pouvait présenter des inconvénients pour la grande industrie, et notamment pour l'industrie charbonnière, les ouvriers désirant, à juste titre, exposer leurs différends à des hommes capables de comprendre leur langage. Le Gouvernement est allé au devant de cette objection en maintenant intégralement à l'article 7 la faculté de créer des Chambres dont la compétence serait limitée à une ou plusieurs professions, et en déclarant qu'il entrait dans ses intentions de conserver notamment l'organisation actuelle pour l'industrie des mines. (Rap., Sénat, *Doc. Sénat*, 1923-1924, n° 67, p. 2.) L'article 7 alinéa 2 décide, en conséquence, que le Roi peut établir au sein d'un Conseil de prud'hommes des Chambres spéciales.

VI. — Compétence des Conseils.

(ART. 43 à 46.)

La compétence des Conseils de prud'hommes a donné lieu à certaines observations. Elles concernent plus spécialement : 1° la compétence matérielle; 2° la compétence territoriale; 3° le taux de l'appel; 4° les demandes reconventionnelles.

Compétence matérielle. — L'article 4 du projet spécifie ce qu'il faut entendre par les contestations relatives au travail de l'article 1^{er}. Certains membres du Sénat et de votre Section centrale auraient voulu que les Conseils fussent appelés à approuver les règlements d'atelier : ils auraient à s'assurer si les règlements sont conformes à la loi, avant qu'ils ne soient rendus applicables dans le ressort de la juridiction.

Cette suggestion a paru inadmissible pour deux motifs : Tout d'abord, le règlement d'atelier constitue, s'il est accepté par les deux parties, un contrat obligatoire dans la mesure seulement où il n'est pas contraire aux lois d'ordre public. Un règlement qui n'a pas été accepté, expressément ou tacitement, par les ouvriers, ne les lie pas. Même accepté, il est inopérant s'il est contraire à la loi. L'intervention du Conseil n'est donc pas nécessaire à cet effet.

Le Conseil de prud'hommes, d'ailleurs, constitue un tribunal, et il est de principe qu'un tribunal ne peut intervenir que s'il est régulièrement saisi. Si donc un ouvrier se plaint de l'application d'un règlement illégal, le Conseil accueillera sa réclamation et y fera droit. Mais le Conseil ne statuera pas, si personne ne s'adresse à lui.

On comprendrait que les règlements d'ateliers fussent obligatoirement soumis à l'approbation préalable d'une autorité à déterminer. Mais il faudrait pour cela changer la loi du 15 juin 1896, et il ne semble pas que le Conseil de prud'hommes, corps judiciaire, constitue l'organisme approprié à cette mission d'ordre administratif.

Compétence territoriale. — L'article 44 du projet est emprunté à la loi de 1910. Mais le Gouvernement y a fait intercaler un alinéa portant que « les contestations concernant les gens de mer ou les pêcheurs sont de la compétence du Conseil dans le ressort duquel a eu lieu l'enrôlement ». Cette disposition est inutile, et elle présente des inconvénients.

On s'est préoccupé de la situation spéciale des marins qui sont appelés au loin par leur travail, et on s'est dit que, les premiers alinéas ne s'appliquant pas à cette hypothèse, il fallait un texte pour déterminer le Conseil compétent. Mais on a perdu de vue l'alinéa final du même article, qui déclare que « dans les autres cas, la compétence est déterminée conformément aux dispositions du chapitre II de la loi du 25 mars 1876 ». Ce texte signifie que si l'ouvrier travaille habituellement hors des limites de la circonscription, le Conseil compétent sera, au choix du demandeur, celui du domicile du défendeur (Loi comp. art. 39), ou celui du lieu dans lequel l'obligation est née ou dans lequel elle doit être ou a été exécutée (Loi comp. art. 42). D'où il résulte, par exemple, que l'ouvrier enrôlé à Anvers, pourra, si le siège de l'armement est à Ostende, assigner à Ostende, tribunal du défendeur (art. 39), ou à Anvers, lieu de la naissance de l'obligation (art. 42).

Votre Section centrale est d'avis qu'il n'y a aucune raison pour enlever aux gens de mer une option qui appartient à tous les plaideurs, et elle vous propose de biffer l'alinéa introduit par voie d'amendement.

Taux de l'appel. — L'article 45 du projet fixe à 500 francs le taux du dernier ressort. Toutes contestations d'une valeur de 500 francs au maximum seront jugées sans appel. Ce taux était antérieurement de 400 francs, le relèvement est, par conséquent, minime. M. VanRoosbroeck proposait 1,000 francs, M. Wittemans 1,000 francs pour les ouvriers et 2,500 pour les employés. Ces amendements furent retirés après que le Ministre de l'Industrie et du Travail eût fait observer qu'il peut être extrêmement dangereux pour les justiciables, surtout pour les petits, de les priver du recours en appel : « si une somme de 1,000 francs n'est pas spécialement intéressante aux yeux de certains employeurs, elle est, au contraire, toujours fort importante pour l'ouvrier ou l'employé » (*Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 54). Les sentences des juges de paix sont susceptibles d'appel dès que la valeur de la demande dépasse 100 francs et la loi du 11 février 1925, qui a augmenté la compétence de ces magistrats, n'a rien changé au ressort. (Loi sur la compétence, art. 2 et 3.)

Demandes reconventionnelles. — L'article 46 du projet portait que, lorsqu'une demande reconventionnelle serait opposée à la demande principale, et que l'une des deux demandes serait susceptible d'appel, il ne serait prononcé sur les deux demandes qu'en premier ressort seulement. Cette disposition pouvait prêter à des abus : un ouvrier réclame devant le Conseil une somme de 300 francs, l'employeur introduit une demande reconventionnelle de 600 francs. L'ouvrier obtient gain de cause et la demande reconventionnelle est écartée par le Conseil. Eh bien, la demande de l'ouvrier, qui normalement serait jugée en dernier ressort (art. 45), devient appellable par le fait, peut-être purement vexatoire, de l'employeur. En France une disposition semblable a donné lieu à des abus flagrants (RENÉ-BLOCH, *Traité des Conseils de prud'hommes*, 1925, n° 863, p. 397). M. Wittemans ayant proposé un amendement au texte, le Gouvernement fit adopter par le Sénat un article 46 tout nouveau, qui met de l'harmonie dans notre législation sur la compétence : le premier alinéa constitue la reproduction de l'article 46 du Code de procédure civile, le deuxième est identique à l'article 37, alinéa 1^{er} de la loi de 1876 sur la compétence, et le troisième alinéa constitue une adaptation heureuse aux Conseils de prud'hommes d'appel de la disposition de l'article 37, alinéa 3 de la même loi. On ne peut que se féliciter du changement.

VII. — Procédure.

(ART. 52, 54, 57, 59).

Plusieurs particularités sont à relever.

Dans un but d'économie de frais et de temps, le projet permet au bureau de conciliation, complété par l'assesseur juridique, de juger lui-même et sans appel, les différends d'une valeur inférieure à 100 francs qu'il n'a pu applanir (art. 54).

On a beaucoup insisté au Sénat pour que la procédure soit rendue aussi rapide

que faire se peut. L'article 51 du projet portait que les bureaux de conciliation tiennent une séance par semaine, à moins qu'aucune affaire ne soit inscrite au rôle. Le Sénat, à la demande de M. Wittemans, a remplacé ce texte par le suivant : Les bureaux de conciliation tiennent au moins une séance par quinzaine et à jour fixe pour entendre toutes les affaires qui ont été portées au greffe du Conseil de prud'hommes dans la dernière quinzaine. Ceci veut dire apparemment que le greffier sera obligé de porter au rôle de la plus prochaine réunion toutes les affaires introduites, mais en laissant, entre la remise de l'appel en conciliation et la séance du bureau, le délai prescrit par l'article 52 dernier alinéa.

Dans le même ordre d'idées, le projet supprime l'obligation existant sous la loi actuelle, de convoquer les parties devant la chambre de jugement par simple lettre du greffier, avant de lancer la citation. Cette formalité entraînait des retards dans les cas fréquents où le défendeur négligeait d'y donner suite. Désormais, si l'appel en conciliation échoue, ou si le défendeur n'y donne pas suite, on assignera par huissier, sans autre convocation préalable (art. 57).

Le demandeur doit laisser un jour franc entre la citation et l'appel de la cause, tant en conciliation (art. 52) qu'en jugement (art. 59). On a cru devoir faire une exception pour les bateliers, afin d'assurer qu'ils seront touchés par l'exploit avant le jour de la comparution. La même raison existant pour les gens de mer et les pêcheurs, la disposition devrait être élargie. De là l'amendement de votre Section centrale à l'article 52.

L'article 59 donne lieu à deux observations.

En vue d'atteindre plus aisément le défendeur ouvrier ou employé et de prévenir les jugements par défaut, le projet permettait de remettre la citation entre les mains de l'employeur actuel du défendeur. Le R. P. Rutten fit remarquer que ce procédé pouvait avoir pour effet d'indisposer le nouvel employeur à l'égard de son ouvrier ou employé, soupçonné d'être trop combattif ou d'avoir mauvais caractère. On supprima la faculté.

Une autre observation, d'ordre juridique, s'impose. Le texte primitif ne permettait d'assigner qu'à la résidence actuelle du défendeur, à l'exclusion du domicile. Cette exclusion ne se justifiait guère, et le Sénat, en seconde lecture, rédigea comme suit le premier alinéa de l'article 59 : « La citation est notifiée soit à la personne du défendeur, soit à son domicile ou à sa résidence actuelle ». Mais on oublia de mettre le texte des alinéas 5 et 6 du même article en concordance avec l'alinéa 1^{er}. Les amendements de votre Section centrale à l'article 59 ont pour but de réparer cet oubli.

VIII. — Jetons de présence.

(Art. 94 et 123.)

Aux termes de la loi du 15 mai 1910, le montant des jetons de présence des conseillers est déterminé par la Députation permanente du Conseil provincial. Il en est résulté que les indemnités allouées varient de 8 à 25 francs, suivant les

provinces (Rap., *Doc. Sénat*, 1923-1924, p. 3). Le projet de loi voulant détruire cette inégalité, proposa d'accorder un jeton uniforme de 10 francs aux conseillers de première instance (art. 94) et un jeton de 15 francs aux conseillers d'appel (art. 123). La Commission et un certain nombre de sénateurs trouvèrent cette indemnité trop minime. On proposa d'abandonner la fixation de l'indemnité à un arrêté royal, ce que le Gouvernement crut ne pas devoir admettre, afin d'épargner au Ministre les sollicitations dont il serait l'objet. Après discussion, le Sénat maintint le jeton de 10 francs pour les conseillers de première instance (*Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 65) et porta celui des conseillers d'appel à 20 francs, d'accord avec le Gouvernement (*Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 73).

D'autre part, une modification fut apportée au texte en ce qui concerne les frais de déplacement. Le projet primitif accordait aux prud'hommes « des indemnités pour frais de déplacement ». A la suite d'une intervention de M. Lebon, ces termes furent remplacés par les suivants : « des indemnités du chef de déplacement ». Par frais de déplacement, M. Lebon croyait devoir entendre les frais de chemin de fer. Le Ministre fit alors cette déclaration : « Il est permis de penser que le texte proposé donne satisfaction à l'honorable membre. Il y est indiqué, en effet, qu'un arrêté royal déterminera le montant des frais de déplacement, et il est clair que le Ministre veillera à ce que ceux-ci soient fixés équitablement ». A quoi M. Lebon répondit : « Mais alors, il vaut peut-être mieux remplacer les mots : « pour frais de déplacement » par les mots : « indemnité du chef de déplacement ». Le Gouvernement déclara accepter l'amendement, qui fut voté (*Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 64). L'article 123 continue à parler de frais de déplacement, mais comme il renvoie expressément à l'article 94 et déclare celui-ci applicable aux Conseils d'appel, il doit être considéré comme ayant subi le même changement, par voie de conséquence.

IX. — Nombre des Conseils de prud'hommes d'appel.

(ART. 125.)

Il existait jusqu'à ce jour sept conseils de prud'hommes d'appel : Anvers, Bruxelles, Bruges, Gand, Mons, Liège et Namur, chaque Conseil étendant sa juridiction sur les conseils de prud'hommes d'une province. Si le Limbourg et le Luxembourg n'ont pas de conseil d'appel jusqu'à ce jour, c'est qu'ils n'ont pas davantage de Conseils de première instance.

Le projet transmis par le Sénat supprime les conseils d'appel d'Anvers, de Bruges, de Mons et de Namur. Il y aurait désormais un Conseil d'appel au siège de chacune de nos cours d'appel : à Bruxelles (pour les provinces d'Anvers, de Brabant et de Hainaut), à Gand (pour les deux Flandres), à Liège (pour les provinces de Liège et de Namur, et éventuellement pour le Limbourg et le Luxembourg).

Une longue discussion eut lieu sur cet objet : MM. Van Roosbroeck et Wittemans proposèrent l'établissement d'un Conseil d'appel au chef-lieu de

toutes les provinces; M. Lebon voulait en voir instituer à Anvers, Bruxelles, Bruges, Gand, Liège et Mons (ce qui équivalait à maintenir la situation actuelle, sauf la suppression du Conseil d'appel de Namur, qui, paraît-il, n'a rendu que deux arrêts en 1923). M. Thiébaut voulait voir maintenir le Conseil d'appel de Mons. Et M. Lebon revint à la charge, en seconde lecture, en faveur du Conseil d'appel d'Anvers.

Les raisons que le Gouvernement fit valoir pour la suppression des Conseils d'Anvers, de Bruges, de Mons et de Namur étaient, avant tout, d'ordre budgétaire. « L'activité minime des juridictions d'appel d'Anvers, de Bruges, de Mons et de Namur porte le Gouvernement à vous proposer leur suppression; la réalisation de cette mesure constituerait pour l'État et pour les provinces intéressées une économie appréciable. » Tels sont les termes de l'Exposé des motifs (*Doc. Sénat, 1922-1923, n° 130, p. 20*). Au cours de la discussion, le Ministre de l'Industrie et du Travail fit valoir un autre argument : le parallélisme à établir entre les Conseils d'appel et les Cours d'appel.

Ce dernier argument n'était pas très solide et, comme on le fit remarquer, il n'aurait une certaine valeur que si le Conseil de prud'hommes avait l'importance d'un tribunal de première instance. Or, le Conseil de prud'hommes ressemble bien plus à la justice de paix, quant à sa mission et quant à l'importance des affaires jugées.

Incontestablement, d'ailleurs, il y aurait, pour les justiciables du Borinage et pour ceux de la Campine, des inconvénients très graves à devoir plaider à Bruxelles. Car, de deux choses l'une : ou bien le justiciable se rend personnellement à l'audience, ou bien il se fait représenter par un avocat.

Dans le premier cas, il risque de se trouver en présence de juges qui ne comprennent pas sa langue : les mineurs et les métallurgistes qui parleraient leur langage aux membres du Conseil d'appel de Bruxelles ne pourraient se faire comprendre, déclarait M. Thiébaut. Il en serait ainsi *à fortiori* pour les justiciables d'Anvers comparaissant devant les conseillers d'appel de Bruxelles : la loi prend des précautions pour que les membres nommés (assesseurs juridiques, greffiers, greffiers adjoints et commis aux écritures) comprennent la langue des justiciables (art. 30) : mais il n'en est pas de même des conseillers, qui sont librement choisis par les électeurs; or, ce sont les conseillers qui jugent. A quoi l'on peut ajouter que les frais de déplacement et les pertes de salaires sont d'autant plus sensibles que le siège de la juridiction est plus éloigné.

En appel, de nombreux justiciables se font représenter par un avocat, disait le Ministre de l'Industrie et du Travail. C'est exact. Mais cela ne résout pas la difficulté. Car, ou bien ils se feront défendre par un avocat de Bruxelles, et il faudra se déplacer pour aller le voir; ou bien ils feront choix d'un avocat de chez eux, et dans ce cas l'éloignement de la juridiction entraînera le paiement d'honoraires plus élevés et de frais de déplacement supplémentaires.

Les membres des Conseils d'appel seront élus par les employeurs, les ouvriers et les employés qui composent les Conseils de première instance sur lesquels le Conseil d'appel étend sa juridiction (art. 118). Étrange corps électoral que celui-

là : il groupera les ouvriers et les employés d'Anvers et de Malines, de Bruxelles et de Louvain, de Mons et de Charleroi, étrangers les uns aux autres par leurs intérêts professionnels, par leurs coutumes régionales, par leurs caractères linguistiques. On pourra en dire autant des Limbourgeois et des Liégeois qui seront appelés à élire les conseillers d'appel de Liège. Sommes-nous certains que toutes les provinces intéressées auront des représentants au sein des Conseils d'appel de Bruxelles et de Liège?

L'argument d'ordre budgétaire ne paraît pas avoir une bien grande force : on a déclaré au Sénat que le Conseil d'appel d'Anvers entraîne pour les pouvoirs publics une charge annuelle de 16,607 francs (M. Tschoffen, *Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 216); celui de Mons, une charge de 10,000 francs (M. Vilain XIII, *Ann. Sénat*, 1924-1925, p. 78). Si l'on y ajoute 10,000 francs pour Bruges et 10,000 francs pour Namur, on n'arrive pas à 50,000 francs en tout.

On peut d'ailleurs réduire les dépenses, en installant les Conseils d'appel dans les locaux mêmes où sont établis les Conseils de première instance et en y occupant le même personnel; rien, en effet, ne paraît s'opposer à ce qu'une même personne soit tout ensemble greffier, ou greffier-adjoint, ou commis aux écritures d'un Conseil d'appel et d'un Conseil de première instance siégeant dans la même ville.

La plupart des Sections de la Chambre se sont occupées de la question, et des membres nombreux ont demandé le maintien des Conseils d'appel existants.

Pour tous ces motifs, votre Section centrale propose de biffer l'article 125 du projet et de maintenir les Conseils d'appel d'Anvers, de Bruges, de Mons et de Namur, établis par la loi du 25 juin 1913. Le jour où le législateur créera des Conseils de prud'hommes dans les provinces de Limbourg et de Luxembourg, il aura soin d'instituer une juridiction d'appel pour eux ou d'étendre à ces provinces le ressort des Conseils d'appel existants.

Telles sont les principales considérations que le projet transmis par le Sénat a inspirées à votre Section centrale. Une brève comparaison avec le régime français nous a convaincus que notre juridiction du travail révisée sera meilleure, et pour employer un mot à la mode, plus démocratique que celle de nos voisins de France. Dans ce pays, la juridiction spéciale se restreint aux seules professions commerciales et industrielles visées au décret d'institution (*Code du travail*, IV, art. 1 et 4), on n'y est électeur qu'à vingt-cinq ans et à la double condition d'exercer sa profession dans le ressort du conseil depuis trois ans et d'y résider depuis un an (art. 22); on n'y compte pas deux présidents, mais un président et un vice-président élus tous deux par l'assemblée réunie des patrons et employés (art. 9); il n'y existe ni assesseurs juridiques, ni assesseurs techniques. Les demandes concernant les employés, et supérieures à 2,000 francs, peuvent y être portées par les demandeurs devant les tribunaux ordinaires (art. 2). Si une demande reconventionnelle y est introduite, et si l'une des deux demandes n'est susceptible d'être jugée qu'à charge d'appel, le conseil ne se prononcera sur toutes qu'en dernier ressort, et les abus demeurent possibles

(art. 83). L'appel y doit être porté devant le tribunal civil, juridiction de droit commun à procédure lente et coûteuse (art. 87).

Votre Section centrale vous propose d'examiner sans retard et de voter la réforme, avec les quelques amendements déposés par elle. Ces amendements ne modifient aucune disposition essentielle du projet, et certains sont de pure forme.

Le Président,
L. BERTRAND.

Le Rapporteur,
E. VAN DIEVOET.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 12.

**Ajouter un alinéa conçu
comme suit :**

*Conserveront le droit à l'électorat, les
ouvriers et les employés qui, pour cause
de maladie, accident, grève, lock-out ou
chômage involontaire, ont temporairement
cessé le travail.*

ART. 25.

**Modifier comme suit l'ali-
néa 7 :**

*Ils exercent alternativement leurs
fonctions durant une année.*

(La suite comme au projet).

ART. 44.

**Supprimer l'alinéa 4, com-
mençant par les mots : *Les*
constatations et finissant par les
mots : *l'enrôlement*.**

ART. 52.

**Rédiger comme suit l'ali-
néa final :**

*Il y aura au moins un jour franc, et
pour les bateliers, marins et pêcheurs,
huit jours francs entre...*

(La suite comme au projet).

**Amendementen door de Midden-
afdeeling voorgesteld.**

ART. 12.

**Een lid toe te voegen lui-
dende :**

*Behouden hun kiesrecht, de werklie-
den en de bedienden die, wegens ziekte,
ongeval, staking, lock-out of onvrijwil-
lige werkloosheid, tijdelijk opgehouden
hebben te werken.*

ART. 25.

**Het zevende lid wijzigen te
als volgt :**

*Zij oefenen beurtelings hun ambt uit
gedurende één jaar.*

**(Het vervolg zooals in het
ontwerp.)**

ART. 44.

**Het vierde lid, beginnende
met de woorden : *De geschillen*
en eindigende met de woor-
den : *de aanmonstering geschiedde*,
te doen wegvallen.**

ART. 52.

**Het laatste lid te doen lri-
den :**

*Er moeten minstens één volle dag,
en voor de schippers, zeelieden en vis-
schers, acht volle dagen verlopen tus-
schen...*

**(Het vervolg zooals in het
ontwerp.)**

ART. 59.

Rédiger comme suit l'alinéa 5 :

Si, *au domicile ou à la résidence* actuelle du défendeur ou à l'endroit déterminé à l'alinéa 3 ci-dessus, il ne se trouve personne qui puisse recevoir valablement la citation, la copie en est déposée entre les mains du bourgmestre ou de l'un des échevins de la commune *du domicile ou de la résidence* actuelle du défendeur, qui vise l'original sans frais. En outre, l'huissier laisse *au domicile ou à la résidence* actuelle, etc.

Rédiger comme suit l'alinéa 6 :

La notification de la citation *au domicile ou à la résidence* actuelle du défendeur et, le cas échéant, la remise de l'exploit au bourgmestre ou à l'un des échevins de la commune seront faites par un huissier habile à instrumenter dans le canton judiciaire dans les limites duquel le défendeur *a son domicile ou sa résidence*, etc.

ART. 125.

Supprimer cet article.

ART. 59.

Het vijfde lid te doen luiden als volgt :

Indien, *ter woonplaats*, of ter plaatse waar de verweerder op dat oogenblik verblijft, of ter plaatse bepaald bij bovenstaand lid 3, niemand wordt aangetroffen om het exploit in ontvangst te nemen, dan wordt een afschrift er van gelaten in handen van den burgemeester of van een schepen der gemeente waar de verweerder zijne *woonplaats* heeft, of, op dat oogenblik zijn verblijf houdt; gezegde burgemeester of schepen viseert kosteloos het origineel. Daarenboven, laat de deurwaarder *ter woonplaats* of ter verblijfplaats van den verweerder, enz.

Het zesde lid te doen luiden :

De beteekening van de dagvaarding *ter woonplaats* of ter plaatse waar de verweerder op dat oogenblik zijn verblijf houdt en, bij voorkomend geval, de overhandiging van het exploit aan den burgemeester of aan een schepen der gemeente, zullen worden gedaan door een deurwaarder, bekwaam om zijn ambt uit te oefenen in het rechterlijk kanton binnen hetwelk de verweerder zijne *woonplaats* of zijne verblijfplaats heeft, enz.

ART. 125.

Het te dolen wegvallen.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 NOVEMBER 1925.

Wetsontwerp tot herziening van de bepalingen der wet van 15 Mei 1910
op de Werkrechtersraden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾,
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN DIEVOET.

WAARDE HEEREN,

Het wetsontwerp, door den Senaat overgemaakt, heeft ten doel de wet van 15 Mei 1910 op de Werkrechtersraden te herzien. Zooals de Regeering verklaarde in haar Memorie van Toelichting « strekt het ontwerp er minder naar in de inrichting dier gerechtelijke instelling grondige wijziging in te voeren, dan wel een nieuwen vooruitgang te verwezenlijken, in overeenstemming met de tot hedentoe overheerschende strekkingen. Met andere woorden : de voorgestelde hervormingen zijn eerder eene aanvulling dan eene herwerking van de bestaande wet. » (*Gedr. St. Senaat*, 1922-1923, n° 130, blz. 6.) Men kan hetzelfde zeggen van de wijzigingen, voorgesteld door den heer Van Roosbroeck, die een voorstel aangaande dit onderwerp, indiende op 16 Februari 1922 (*Gedr. St. Senaat*, 1921-1922, n° 30). Zijn voorstel werd onderzocht door de Commissie voor Nijverheid en Arbeid in den Senaat, te gelijk met het Regeeringsontwerp.

De Senaat wijdde verscheidene vergaderingen aan de studie van het ontwerp. De heer Van Roosbroeck bracht onder den vorm van amendementen voor, diegene zijner voorstellen die de Commissie verworpen had. Het ontwerp werd in zijn geheel aangenomen op 10 December 1924 : 118 leden stemden er voor, 3 stemden er tegen en 2 onthielden zich. (*Handel. Sen.*, 1924-1925, blz. 216.)

Het ontwerp geeft geene aanleiding tot het onderzoek van principiëskwestiën.

(1) Ontwerp door den Senaat overgemaakt, n° 40 (zittingsjaar 1924-1925).

(2) De Middenafdeeling bestaat uit de heeren Bertrand, voorzitter, Poncelet, Fieullien, Van Wallegghem, Brusselmans, Troclet en Van Dievoet.

Het zal dus volstaan dat de verslaggever, naar rangorde, de besproken punten aanwijze, alsook de oplossingen, voorgesteld door den Senaat en door uwe Middenafdeeling. Deze punten betreffen :

- I. — De opdracht der Werkrechtersraden (Art. 1 tot 5).
- II. — De instelling der Werkrechtersraden (Art. 6).
- III. — Het kiesrecht en de verkiesbaarheid (Art. 11, 12, 19, 22).
- IV. — Het voorzitterschap der Werkrechtersraden en de rechtskundige bijzitters (Art. 25 en 27).
- V. — De afschaffing der categorieën en de instelling der technische bijzitters (Art. 31 en 34).
- VI. — De bevoegdheid der Raden en het beroep tegen hunne vonnissen (Art. 43 tot 46).
- VII. — De rechtspleging (Art. 52, 54, 57 en 59).
- VIII. — De zitpenningen (Art. 94 en 123).
- IX. — Het aantal der Werkrechtersraden van beroep (Art. 125).

I. — Opdracht van den Werkrechtersraad.

(Art. 1 tot 5.)

Een eerste vraag heeft de aandacht van den Senaat lang gaande gehouden : de opdracht van den Werkrechtersraad. Krachtens de wet van 15 Mei 1910 waren aan de rechtspraak van de arbeidsrechtbanken onderworpen : de in eene nijverheids- of handelsonderneming, als arbeiders of bedienden, in dienst zijnde personen, alsook de helpers van apothekers, hoveniers en haarkappers. De bedienden (zij die gewoonlijk geestesarbeid verrichten) waren den Raad slechts onderhoorig zoo hunne bezoldiging de som van 6,000 frank per jaar niet overtrof. De bepaling van het begrip « bedrijfshoofd » was niet toepasselijk op overheidsbedrijven.

De heer Van Roosbroeck zou gewenscht hebben de wet op de werkrechtersraden te zien uitbreiden, eenerzijds tot « alle werkgevers », anderzijds tot « alle werklieden en bedienden », d. i. tot alle personen die voor een ander geestes- of handenarbeid verrichten.

De Regeering stelde harerzijds voor de wet toepasselijk te maken op alle ondernemingen, diegene inbegrepen die noch handels- noch nijverheidsondernemingen zijn, alsook op alle beroepen, welkdanige ook, zelfs op zekere ambten, zooals de ministeriële ambten. Zij sloot slechts uit, eenerzijds de landbouw- en boschbedrijven (art. 2) en de openbare besturen, anderzijds (art. 5) de dienstboden en huisbedienden (art. 5, 2^o), alsook de bedienden waarvan de bezoldiging meer dan 12,000 frank bedraagt (art. 4 c, *in fine*).

Een lange bespreking greep dien aangaande plaats. De Senaat verwierp als al te omvattend den tekst door den heer Van Roosbroeck voorgesteld (*Hand. Senaat 1923-1924*, blz. 733).

De bespreking werd aldus tot meer beperkte en beter afgelijnde grenzen teruggebracht : zal de rechtspraak van den arbeid toepasselijk zijn op : a) de ambtenaren der openbare besturen; b) de landbouwarbeiders; c) de huisbedienden, knechten en meiden; d) de zeelieden; e) de bedienden wier bezoldiging meer bedraagt dan 12,000 frank?

a) *De beambten van de openbare besturen* (art. 5 *initio*). — Ten voordeele der uitbreiding van de bevoegdheid der werkrechtshoven tot de geschillen waarin de ambtenaren der openbare besturen betrokken zijn en namelijk de beambten van spoorwegen, posten, telegraaf en telefoon, werden gelijkheidsredenen aangevoerd : men wilde op de betrekkingen tusschen de dienstoversten der openbare besturen en hunne onderhoorigen, de rechterlijke wetten toepassen waarbij de verhoudingen tusschen de werkgevers van de private nijverheid en hunne arbeiders geregeld worden. Ten huidige dage, zegden de indieners van het voorstel, zijn deze beambten zonder verdedigingsmiddel overgeleverd aan de willekeur van de hogere ambtenaren. En men wilde hun een beroep op den rechter verzekeren, als zij zich onrechtvaardig gestraft, willekeurig getroffen of wederrechtelijk in hun vooruitgang gestuit zouden meenen. (*Handel. Senaat, 1923-1924, blz. 700.*)

Daarop werd geantwoord dat de Staat, openbare macht, geen werkgever is; dat zijne beambten geene bedienden zijn; en dat de juridische betrekkingen tusschen den Staat en zijne beambten niet voortvloeien uit een arbeidsovereenkomst; dat de stof waarvoor de Raad bevoegd is — geschillen betreffende het arbeidscontract, enz. (zie art. 43) — dus ontbreekt.

De tegenstanders der uitbreiding hebben er terecht bijgevoegd dat de bespreking van zuiver academischen aard was : geen enkel bepaald voorstel was ingediend. Hoe echter den Raad samenstellen? Wie zou namelijk den Staat vertegenwoordigen in den schoot dier rechtbank?

Zooals gezegd werd in den Senaat, moet dat vraagstuk opgelost worden door de verleening van een statuut aan het personeel der openbare besturen, bekroond door de oprichting van eene administratieve rechtbank, die eerder naar billijkheid dan naar recht zou uitspraak doen, zooals het in Frankrijk met den Raad van Staat het geval is.

Het amendement tot eenvoudige opneming van de openbare besturen en hunne beambten in de bevoegdheid der werkrechtshoven, werd verworpen. Het kon ook niet anders : het vraagstuk was niet rijp.

b) *De landbouwarbeiders* (art. 2 *initio*). — Een andere bespreking deed zich voor aangaande de landbouw- en tuinbouwarbeiders, alsook de arbeiders van het boschbedrijf. De Memorie van Toelichting zei : « De uitsluiting der landbouwbedrijven is zeer begrijpelijk, daar de zeldzame geschillen die tusschen de landbouwers en hunne arbeiders oprijzen tot ieders voldoening beslecht worden door de vrederechters, die veelal meer nabij zijn dan de werkrechtshoven en, overigens, op den buiten, voldoende op de hoogte van de landbouwzaken. »

Dit was de meening niet van een zeker aantal senatoren die, onder den vorm

van een amendement, voorstelden, in den schoot der Werkrechtcrsraden, kamers voor de landbouwarbeiders op te richten (amendement van den heer Van Roosbroeck, *Gedr. St. Senaat*, 1923-1924, n^o 129, blz. 5).

Zij voerden de volgende redenen aan : deze arbeiders verdienen, zoowel als die der groote steden, door hunne gelijken gevonnist te worden, in plaats van te moeten verschijnen voor den vrederechter, in wien zij geen vertrouwen stellen, die hun niet gunstig gezind is en niet bevoegd is in zake landbouw. Zoo daarenboven, de geschillen niet talrijk zijn, dan is het daaraan te wijten dat de landarbeiders hunne rechten niet kennen, en dat, wanneer zij die wel kennen, zij ze niet durven laten gelden.

Men heeft aan deze Senaatsleden geantwoord dat, ten eerste, geene rechtspraak zoo mild is als die van den vrederechter, die beter dan gelijk wie, de gewoonten en gebruiken kent van de landlieden, die in hun midden leeft, die hun familieraden voorziet en wiens opdracht hoofdzakelijk bestaat in het beslechten van hunne geschillen.

Zijn de geschillen tusschen landarbeiders en hunne werkgevers zeldzaam, dan komt dit daaruit voort dat de landarbeider meesttijds deel uitmaakt van het gezin van den landbouwer, en dat de verhoudingen tusschen werkgevers en arbeiders van den landbouw, gelukkiglijk patriarchaal gebleven zijn; men zou gevaar loopen aan dien toestand te schaden, zoo men tusschenkwam : *quieta non movere*.

Verscheidene redenaars hebben trouwens uiting gegeven aan de vrees dat de landarbeiders verloren zouden geraken in den vloed der stedelijke kiezers en dat, ten gevolge daarvan, de op te richten rechtbank minder op de hoogte zou wezen van de landbouwzaken dan deze of gene vrederechter. De werkrechtcrsraden zijn trouwens gevestigd op grooteren afstand van de landarbeiders die onder hun rechtsgebied zouden behooren dan de vredegerichten; zij zetelen gewoonlijk 's avonds en de rechtspleging geschiedt er minder vlug dan bij de kantonrechtcrs.

De meerderheid van den Senaat stond niet vijandig tegenover de gedachte eener beroepsrechtbank voor den landbouw. Zij meende echter dat de huidige wet het vraagstuk niet kon oplossen, zelfs niet door de instelling van een afzonderlijk kiezerskorps en van eene Landbouwkamer in den schoot van den Raad. Enkelen onder degenen die niet heelemaal voldaan zijn over het bestaande stelsel, verlangden een bijzondere wet en de oprichting van eigenlijke landbouwrechtbanken.

Dit is geene nieuwe gedachte. In een verslag bij den Hooger en Landbouwr aad, in 1910 ingediend, verklaarde wijlen professor Vliebergh zich voorstandcr van de oprichting van bijzondere rechtbanken voor louter landbouwzaken. Doch, daar hij van oordeel was dat deze rechtscollcgcs buitengewone rechtbanken uitmaakten, verboden hij artikel 94 der Grondwet, stelde hij eenvoudiglijk voor aan den vrederechter twee adjuncten-landbouwers, met raadgevende stem, toe te voegen. Deze adjuncten zouden, op voordracht van de Provinciale Landbouwcommissie, door den Minister van Justitie worden benoemd. (E. Vliebergh, *Études d'économie rurale*, 1911, blz. 341 en volgende.) De zaak verdient grondig te worden onderzocht.

Wat er ook van zij, het amendement van den heer Van Roosbroeck werd verworpen (*Handel. Senaat*, 1923-1924, blz. 739). De geschillen die oprijzen in de landbouw- en boschbedrijven, behooren dus alleen onder de rechtspraak van de vrederechters (art. 2); met de landbouw- en boschbedrijven dienen de tuinbouwbedrijven gelijkgesteld te worden (Aanvullend verslag, *Gedr. St. Senaat*, 1923-1924, n^r 133, blz. 3-4).

c) *De huisbedienden : knechten en meiden* (art. 5, 2^o). — De heer Van Roosbroeck stelde voor afzonderlijke kamers tot stand te brengen voor de dienstboden en meiden, omdat, zei hij, « een vrederechter, hoe onpartijdig hij ook zij, zou kunnen geneigd wezen niet aan te nemen dat de arbeiders, die men thans nog « dienstboden » of « dienstlieden » noemt, dezelfde rechten kunnen hebben als degenen die hun werk geven ».

Men zou, volgens hem, kunnen vaststellen dat die magistraat onrechtstreeks, te gelijk rechter en partij is (Voorstel, *Gedr. St. Senaat*, 1924-1922, n^r 30, blz. 2).

De Senaat verwierp die zienswijze, namelijk om de redenen die hem het amendement betreffende de landarbeiders had doen verwerpen : de omstandigheid dat de kantonrechter noch knecht noch meid is, verhindert hem geenszins met onpartijdigheid over geschillen te oordeelen waarbij dienstlieden en meesters betrokken zijn; — er zijn haast geene geschillen van dien aard; eindelijk ziet men niet goed in hoe het kiezerskorps zou moeten samengesteld worden, dat de vertegenwoordigers der dienstboden en meiden en die der werkgevers zou te verkiezen hebben.

d) *De zeelieden* (art. 2, 1^o en art. 3, 8^o). — Krachtens de wet van 15 Mei 1910 werden onder de bedrijfschouten inzonderheid gerangschikt de eigenaars en reeders van zeevisschersbooten en, sedert het in voege treden dezer wet werden de zeelieden verzoend en berechtigd door sommige werkrechtshaden, namelijk door den Werkrechtshaad van Antwerpen, ten zelfden titel als de werklieden der nijverheidsbedrijven. Klaarblijkend vielen zij onder de bepalingen van artikel 3, lid 1. Twijfel werd echter naar voren gebracht betreffende de zeelieden die « op aandeel in de vracht » werden aangemonsterd. Om desbetreffende elken twijfel weg te nemen, werden in het ontwerp gerangschikt onder de werklieden « de matrozen en over 't algemeen al degenen die aan boord van een koophandelsschip met handenarbeid zijn belast ». (Memorie van Toelichting, *Gedr. St. Senaat*, 1922-1923, n^r 130, blz. 10.)

Het vraagstuk werd echter ingewikkeld door het feit dat de Regeering een wetsontwerp bestudeerde met het oog op de goedkeuring van de Overeenkomst te Genua in 1921 gesloten en waarbij het noodzakelijk wordt geacht de internationale marine door een bijzonder statuut te regelen. De heer Le Jeune diende dus een amendement in om de bepaling betreffende de zeelieden te doen wegvallen. Het Bestuur van de Marine was van gevoelen dat de geschillen van dergelijken aard aan den vrederechter dienden onderworpen te worden. (Aanvullend verslag, *Gedr. St. Senaat*, 1923-1924, n^r 133, blz. 2.)

De heer Le Jeune bracht ernstige beweeggronden naar voren : hij beweerde dat, wegens den uitzonderlijken aard van den matrozenstiel, het feitelijk onmo-

gelijk was werkelijk bevoegde werkrechtshraden op te richten. Inderdaad, zegde hij, om kiezer te zijn moet men werkzaam zijn binnen het gebied van den te vormen Raad, en, vermits de zeeman uiteraard reizende is, zullen de zeelieden die aan de verkiezingen deelnemen, zeer weinig in getal zijn. Het zelfde bezwaar bestaat voor de verkiesbaarheid in den Raad, daar de zeelieden van hun beroep moeten afzien om er een mandaat te vervullen : het zou alle moeite van de wereld kosten om onder de zeelieden voorzitters en leden te vinden in voldoende getal. Het geschil kan ten slotte oprijzen in volle zee of bij het aanlanden in een vreemde haven : men kan, zoo scheen het, den zeeman niet verplichten te wachten dat hij teruggekeerd is in zijn land om zijne vraag aan de arbeidsrechtshraden voor te leggen. (*Handel.*, 1924-1925, blz. 9-11.)

De Senaat deelde deze zienswijze niet. Van den beginne af was iedereen van meening dat de wet van toepassing zou wezen op de binnenscheepvaart, op de visschers en op het personeel der sleepbooten die niet toebehooren aan een openbaar bestuur. (*Handel.*, 1923-1924, blz. 716 en 737. Verklaring van den Minister van Nijverheid en Arbeid.)

Wat de eigenlijke matrozen betreft, deed men opmerken dat de wet geene nieuwigheid invoerde, vermits de zeelieden berechtigd werden door den Werkrechtshraad onder de bestaande wet. Het bezwaar in zake verkiesbaarheid scheen niet onoverkomelijk ; het zou voldoende wezen een zekere tijdruimte te laten voor de stemming, en de zeelieden te veroorloven hun kiesbriefje bij de commissarissen der Zeevaart in te dienen vóór hun vertrek. Men zou gemakkelijk voorzitters en raadsleden vinden onder de zeelieden die hun vak te land uitoefenen. Bovendien zou de territoriale bevoegdheid niet gewijzigd worden en bij het oprijzen van een geschil in den vreemde zou de bevoegdheid der Konsuls staande blijven overeenkomstig het gemeen recht : alleen de zeeman die te zijnent voor het gerecht komt zou voor den Werkrechtshraad verschijnen in plaats van voor de rechtbank van Koophandel.

En al zijn ook sommige bezwaren niet te vermijden, toch blijft het waar dat de gedingen tusschen reeders en matrozen aanleiding geven tot besprekingen van technischen aard die best door vakmannen worden beslecht. Deze laatste beschouwing moest den doorslag geven.

De Senaat besliste dus zich aan den tekst der Regeering te houden, mits later, wanneer het statuut der zeelieden in bespreking zou komen, te onderzoeken of desgevallend de bestaande rechtsmacht door eene andere dient vervangen te worden (Verwerping van het amendement Lejeune op art. 2, *Handel. Senaat*, 1923-1924, blz. 739; van het amendement der Commissie op art. 3, *Handel. Senaat*, 1924-1925, blz. 19).

e) *De hoogste bezoldiging der beambten* (art. 4c in fine). — De wet van 15 Mei 1910 was niet van toepassing op de beambten wier bezoldiging meer dan 6,000 frank 's jaars bedroeg. De vermindering van onze valuta had voor gevolg dat sommige beambten die vóór den oorlog onderhoorig waren aan den Werkrechtshraad, thans in dit geval niet meer verkeerden. Onze collega, de heer Vergels, had den 4^e Mei 1922 een wetsvoorstel ingediend waarbij bij de cate-

gorie der beambten werden ingedeeld al de agenten wier bezoldiging 12,000 frank 's jaars niet overschrijdt; deze bepaling had dit voordeel dat zij de wet op de Werkrechtersraden en die op het bediendencontract in volkomen overeenstemming bracht. Ook de Regeering trad tot deze zienswijze toe en stelde als weddegrens de som van 12,000 frank.

In den Senaat werd de zaak opnieuw besproken: de heer Wittemans stelde voor alle beperking weg te laten, vermits de hoogere beambten zouden uitgesloten worden volgens een ander criterium: den aard van hunne overeenkomst en van hunne bezigheden. De heer Van Roosbroeck stelde 25,000 frank vóór als grenscijfer: het cijfer van het ontwerp was volgens hem onvoldoende geworden, hetgeen voor gevolg moest hebben dat de beambten van waarde niet verkiesbaar zouden zijn.

De Minister van Nijverheid en Arbeid was van gevoelen dat de hoogere beambte er geen belang bij heeft berechtigd te worden door den Werkrechtersraad in plaats van door de rechtbank van Koophandel in eersten aanleg, en door het Hof van beroep in tweeden aanleg. De vraagstukken waartoe de uitvoering van de verbintenis dezer personen aanleiding geeft, zijn zeer verschillend van die welke onder de natuurlijke bevoegdheid vallen van de werkrechters.

De amendementen van de heeren Wittemans en Van Roosbroeck werden van de hand gewezen. (*Handel. Senaat*, 1924-1925, blz. 28 en 29.)

Alles wel ingezien, en in acht genomen dat men in de bezoldiging ook de bijkomende winsten moet rekenen waarop de beambten volgens hunne overeenkomst kunnen aanspraak maken, bleek het dat eene huidige wedde van 12,000 frank lager staat dan de wedde van 6,000 frank die voor den oorlog tot grondslag werd genomen. E. P. Rutten diende een amendement in om 12,000 frank te vervangen door 18,000 frank. De Regeering sloot zich aan bij dit cijfer dat dan ook door den Senaat werd aangenomen. (*Handel. Senaat*, 1924-1925, blz. 29.)

II. — Instelling der Raden.

(ART. 6.)

Sommige leden van den Senaat hebben voorgesteld, de Werkrechtersraden te doen instellen bij Koninklijk besluit, wyl de uitvoerende macht zou verplicht zijn daartoe over te gaan op verzoek van de werkgevers en de werknemers; anderen wenschten de verplichte instelling van een raad per rechterlijk arrondissement, of zelfs per kanton.

Op het eerste voorstel werd afdoende geantwoord daar artikel 94 der Grondwet zich daartegen nadrukkelijk verzet: geene rechtbank, geene rechtsmacht voor betwiste zaken kan worden ingesteld tenzij krachtens eene wet. Sedert 1830 werd deze bepaling nooit over het hoofd gezien.

Wat de andere voorstellen betreft, verklaarde de Minister van Nijverheid en Arbeid, dat de Werkrechtersraden moesten opgericht worden daar waar de behoeften der nijverheid zulks vereischten. Beweren dat een Werkrechtersraad

noodig is in elk kanton strijdt tegen de werkelijkheid der feiten. Er bestaan tal van kantons waar een Werkrechtscraad nooit iets zou te doen hebben : diensvolgens zou de oprichting ervan nuttelooze uitgaven en een nutteloos bestuur verwekken. Wat de oprichting van een Raad per arrondissement betreft, dit kon in bepaalde gevallen onvoldoende wezen voor de behoeften : het kan gebeuren en het gebeurt dat in sommige bedrijvige arrondissementen meerdere raden van noode zijn (*Handel. Senaat*, 1924-1925, blz. 30). De Minister voegde er aan toe dat, na de goedkeuring der wet, een ontwerp tot herinrichting der Raden zou worden ingediend, waarbij het gebied dezer rechtbanken zou worden bepaald naar de eischen der bestaande omstandigheden (*Handel. Senaat*, 1923-1924, blz. 713).

III. — Kiesrecht en verkiesbaarheid.

(Art. 11, 12, 19, 22.)

Het kiesrecht en de verkiesbaarheid gaven aanleiding tot sommige opmerkingen en tot enkele amendementen. Herinneren wij de voornaamste ervan.

De leeftijd voor het kiesrecht werd zonder eenig verzet gebracht van 25 op 21 jaar. In zake leeftijd voor de verkiesbaarheid (art. 11) had de Regeering 25 jaar voorgesteld, doch de Senaat nam een amendement van Pater Rutten aan, waarbij de leeftijd van 30 jaar, die voorkomt in de voorgaande wet en in de Fransche wet, in den tekst werd heringelascht (*Handel. Senaat*, 1924-1925, blz. 31. *Arbeidswetboek*, B. IV, art. 23).

Het kiesrecht voor de Werkrechtscraden is het gevolg van het feit dat men er onderhoorig aan is. De voorgaande wet stelde als eisch de uitoefening van een nijverheidsbedrijf of van een ambacht binnen het gebied gedurende minstens een jaar : deze vereischte van duur verwekte ernstige bezwaren in zake bewijs. Zij valt weg : voortaan zal het voldoende wezen, om kiesrecht te bezitten, zijne bezigheid te hebben binnen het gebied, op den datum dat wordt aangevangen met het opmaken of het herzien der kiezerslijsten of er alsdan ingeschreven te zijn als zeeman (art. 12, 4^o). Sommigen wilden zelfs verder gaan, en stelden voor, dat wie tijdelijk in den vreemde werkt, zou worden ingeschreven in het gebied waar hij met der woon is gevestigd of verblijf heeft. Dit amendement werd verworpen, omdat het domicilie en het verblijf hier geene gevolgen hebben, vermits, in beginsel, de bevoegdheid van den Raad bepaald wordt door de plaats waar men werkt (art. 14) : wie vertrok is, op enkele uitzonderingen na, zoolang hij niet terug is komen werken binnen het gebied, niet meer onderhoorig aan den Raad; diensvolgens heeft hij er geen belang meer bij, kiezer te zijn. Wat betreft te weten of deze arbeider of deze werkgever (want de vraag kan worden gesteld voor den werkgever zooals voor den werknemer) binnen het gebied terugkeeren zal, niet om er te wonen, maar om er te werken, deze vraag kan niemand vooraf oplossen.

Artikel 12 der wet van 1910 luidde *in fine* : « Blijven evenwel kiesgerechtigd : de werklieden en de bedienden die wegens ziekte, ongeval, werkstaking, lock-

out of onvrijwillige werkloosheid, tijdelijk ophouden werkzaam te zijn bij eene binnen het gebied gevestigde onderneming. » Deze tekst werd door het ontwerp niet overgenomen. E. P. Rutten vroeg of deze bepaling werd weggelaten omdat zij nutteloos werd geacht en of de werklieden en de bedienden, die zich in een dezer gevallen bevinden, hun kiesrecht behielden? De heer Tschoffen, Minister van Nijverheid en Arbeid verklaarde zich eens met den spreker (*Handel. Senaat*, 1924-1925, blz. 32). Om echter allen twijfel weg te nemen, ware het niet overbodig de bepaling terug in den tekst te lassen.

De verkiesbaarheid gaf aanleiding tot eene andere betwisting. Krachtens artikel 19 van het ontwerp verliezen zij die worden gestraft tot eene gevangenisstraf van meer dan ééne maand, daardoor het recht deel uit te maken van een werkrechtersraad. En luidens artikel 21 werd ontslagnemer verklaard het lid van den raad dat tot eene gevangenisstraf wordt veroordeeld, en wel zonder beperking van duur. De Senaat bracht de twee bepalingen overeen door aan de tweede toe te voegen : « van meer dan ééne maand » (*Amendement Braun; Handel. Senaat*, 1924-1925, blz. 36).

De heer Van Roosbroeck en zijne vrienden stelden voor er aan toe te voegen « uitgenomen wegens politiek misdrijf ». De Commissie en daarna de Senaat hebben dit voorstel van de hand gewezen. Weliswaar draagt een veroordeeling wegens een politiek misdrijf inderdaad niet noodzakelijkerwijs een eerroovend karakter. Doch dat is de vraag niet. De magistraat moet tal van hoedanigheden bezitten, onder meer de bezadigdheid en de kalmte, zonder dewelke een onpartijdig oordeel zelfs niet denkbaar is. En zooals de Minister van Nijverheid en Arbeid het terecht verklaarde, kan men een zeer eerlijk man wezen en toch een zeer slecht magistraat (*Handel. Senaat*, 1923-1924, blz. 714).

IV. — Het voorzitterschap van den Werkrechtersraad en de rechtskundige bijzitters.

(ART. 25 en 27.)

Het wetsontwerp brengt eene aanmerkelijke wijziging in de inrichting van het voorzitterschap van den Raad van eersten aanleg. Krachtens de wet van 15 Mei 1910 was de benoeming van den voorzitter en van den ondervoorzitter opgedragen aan den Koning, die hen benoemde, hetzij uit twee lijsten van twee kandidaten voorgedragen door den Raad, hetzij van ambtswege, bij gebrek aan eenige voordracht. Niemand mocht worden voorgedragen wanneer hij niet de meerderheid van de stemmen had bekomen in de vergadering van de werkrechters-werkgevers en in de vergadering van de werkrechters-arbeiders of bedienden; de voorzitter en de ondervoorzitter moesten gekozen worden uit twee verschillende groepen: een van beide groepen werd dus benadeeld doordat hij enkel het ondervoorzitterschap bezat. Wanneer men niet tot een akkoord kwam over de keuze van de kandidaten en de voorzitter van ambtswege werd benoemd, moest hij doctor in de rechten zijn (wet van 1910, art. 25) : de Raad verloor aldus zijn karakter van zuiver corporatieve en gekozen rechtsmacht.

Dit zal in de toekomst anders zijn. Naar luid van artikel 25 zal de Koning twee voorzitters benoemen, den eene op voordracht van twee kandidaten door de groep der werkgevers, de andere op voordracht van twee kandidaten door de groep van de arbeiders en bedienden. De voorgedragen kandidaten moeten tot den Raad behoorren. Om de volstrekte gelijkheid te hebben tusschen werkgevers en bedienden zullen de twee voorzitters om de beurt hun ambt uitoefenen gedurende een tijdperk van zes maanden.

De meerderheid van de Commissie voor de Justitie van den Senaat verwierp deze bepaling van het ontwerp : zij wilde dat het voorzitterschap onveranderlijk zou opgedragen worden aan een doctor in de rechten benoemd buiten den Raad. (Verslag, *Gedr. St. Senaat*, 1923-1924, n^o 67, blz. 2.) Men deed daarbij gelden dat de voorzitter, behoorende tot een van beide groepen, werkgevers of werklieden, zelden het vertrouwen van de andere groep zal bezitten ; — dat de doctor in de rechten gewoon is aan gerechtszittingen, dat hij de arbeidswetgeving kent en de besprekingen met meer methode en gezag zal leiden.

Het was een heele strijd : eenige senators wezen op de feitelijke onbevoegdheid der doctors in de rechten ; zij twijfelden aan hunne volstrekte onpartijdigheid, en zij uitten hun medelijden met het lot van den rechtsonderhoorige die voor dergelijke voorzitters bang is. Dit was zeker overdreven, want terecht onderbrak de heer Casterman om te verklaren dat, inzake arbeidsongevallen, de rechtspraak der vrederechters over het algemeen ruimer is dan deze van de Scheidsrechterlijke Commissiën bestaande uit werkgevers en werklieden. (*Handel. Senaat*, 1923-1924, blz. 714.) Men deed opmerken dat een groot getal raden thans tot ieders voldoening worden voorgezeten door doctors in de rechten.

Wat er van zij, de Regeering verdedigde haar tekst en de Senaat nam dien aan. (*Handel. Senaat*, 1924-1925, blz. 46.) Het vraagstuk schijnt ten andere niet van groot belang te zijn.

De Raad kan immers de hulp van een jurist onmogelijk missen. Daarom zegt het ontwerp dat de Koning in elke kamer een doctor in de rechten als rechtskundig bijzitter zal benoemen. Deze neemt deel aan de besprekingen met adviseerende stem (art. 26). Hij stelt het vonnis op (art. 76). En het ontwerp voegt erbij dathij, bij staking van stemmen, een beslissende stem uitbrengt (art. 26). Een dergelijke regeling is onvermijdelijk : een paritaire rechtbank kan voor een toestand geplaatst worden zonder andere uitkomst dan de tusschenkomst van een derden scheidsrechter. Deze derde scheidsrechter is, in de opvatting van het ontwerp, de rechtskundige bijzitter. In Frankrijk is het de vrederechter. (*Code du Travail*, t. IV, art. 59, lid 2.) Een lid van uwe Middenafdeeling heeft voorgesteld dat de Raad, in de bedoelde hypothese slechts zou kunnen uitspraak doen mits beroep ; dit werd niet aangenomen omdat men aldus misschien nuttelooze kosten van beroep zou veroorzaken, en dat men op stuk van zaken maar zou komen tot een verdagen van de moeilijkheid, die ten slotte zou opgelost worden door den voorzitter van den Raad van beroep, doctor in de rechten (art. 120).

De beurtwisseling van voorzitters geeft aanleiding tot bezwaren. Wanneer men, naar luid van artikel 25, alinea 7, de twee voorzitters hun ambt doet waar-

nemen, om de beurt, gedurende een tijdsverloop van zes maanden, zou men de betrokken personen in verzoeking brengen van zoodanig te handelen dat hun geding voor den Raad kome op het oogenblik dat het voorzitterschap aan een man van hunne partij behoort. Deze regeling zou minder bezwaar opleveren, indien het voorzitterschap een jaar in de plaats van zes maanden duurde. Er bestaat overigens hoegenaamd geene reden om verandering te brengen te midden van het rechterlijk jaar, hetgeen noodzakelijkerwijs den dienst moet ontreddeeren. Daaruit volgt het amendement op artikel 25 door uwe Middenafdeeling u voorgesteld.

Voor het overige stelt de Middenafdeeling u voor, de bepalingen van het ontwerp betreffende het voorzitterschap en de rechtskundige bijzitters aan te nemen.

Uwe Middenafdeeling stelt u voor zonder meer de bepalingen van het ontwerp betreffende het voorzitterschap en de rechtskundige bijzitters aan te nemen.

V. — Opheffing van de categorieën en benoeming van technische bijzitters.

(Art. 31 en 34.)

Voor de wet van 1910 was het gewoonte geworden tot de zittingen enkel uit te noodigen de werkrechters die de bedrijven vertegenwoordigden waartoe de partijen behoorden welke betrokken waren in de geschillen op de rol ingeschreven. De wet van 1910 maakte de toepassing van dit stelsel algemeen : zij vermeerderde de categorieën van nijverheids- en handelstakken waaraan raadsleden werden toegekend, en besliste uitdrukkelijk dat op elke zitting enkel de leden behorende tot de categorie van de pleiters van dien dag zouden uitgenoodigd worden (art. 34 van de wet van 15 Mei 1910). Dit stelsel leverde niet de uitslagen op die men er van had verwacht.

Vooreerst had het voor gevolg het getal werkrechters in merkelijke mate te vermeerderen; van daar dat vele leden slechts zelden werden opgeroepen en dat het hun niet mogelijk was de noodige ervaring van de gerechtszaken op te doen.

Anderzijds, om er toe te komen dat het raadslid, opgeroepen om zitting te nemen, werkelijk tot het bedrijf behoorde, zou men de oprichting van de categorieën tot in 't oneindige moeten doordrijven; de heer Van Roosbroeck zegde het op zeer schilderachtige wijze : « Om den kleermaker door een kleermaker te doen vonnissen, zou men een Raad per vak moeten oprichten, zooniet zou onze kleermaker gevonnist worden door een raadslid van zijne nijverheid, in dit geval de kleernijverheid. En niets zegt dat dit een kleermaker zou zijn, het zou een hemdensnijder kunnen zijn, een schoenmaker, een handschoenmaker, een schoenenstikster, een witlooier, een kantenmaakster, een wever, een bontwerker, een huidenverwer, een linnenwerkster, een borduurder, en een menigte anderen nog ».

Men heeft er ten slotte op gewezen dat er ernstige bezwaren bestonden tegen het wijzigen van de samenstelling van den zetel in den loop van eene zelfde

zitting, stelsel dat in strijd is met de goede orde van de zittingen en dat de betaling van bijkomende zitpenningen noodig maakt.

Ook werd in de belanghebbende kringen de afschaffing gevraagd van de onderverdeling der werkrechtshraden in categorieën. De Regeering hield rekening met dien wensch en stelde de afschaffing voor van artikel 34. Voortaan wordt het aantal der voor elke terechtzitting op te roepen leden onveranderlijk vastgesteld op vier, d. i. twee bedrijfsleiders en twee werklieden of bedienden, welke ook het aantal en de aard der zaken zijn die gevonnist moeten worden; dit zal toelaten het aantal der raadsleden in sterke mate te verminderen (art. 8).

Stellig zijn er geschillen die moeilijkheden van een bijzonderen technischen aard opleveren, en de werkrechtshraad zou het hem eigen kenmerk verliezen zoo hij in zijn schoot geen bevoegde menschen telde die dergelijke moeilijkheden kunnen begrijpen en oplossen. Het ontwerp voorziet in die behoefte, op dubbele wijze.

Het voert een nieuwe belangwekkende instelling in : de technische bijzitters van artikel 34. Deze bijzitters zullen aangesteld worden, na elke vernieuwing van den Raad, door elke der groepen (werkgevers, werklieden of bedienden) voor de nijverheids- en handelsbedrijven, alsook voor de andere in de omschrijving beoefende beroepen. De Kamer die moet uitspraak doen zal den bijstand van een bijzitter van elke groep inroepen, naar gelang dat de zaak het vereischt, telkens als de aanwezige leden niet zelf de bijzondere bevoegdheid bezitten die gewenscht is.

Men heeft doen opmerken dat de afschaffing der categorieën moeilijkheden kon opleveren voor de grootnijverheid en namelijk voor de kolennijverheid, daar de werklieden met recht hun geschillen wenschen te onderwerpen aan menschen die hen begrijpen. De Regeering kwam die opwerping tegemoet door, bij artikel 7, de mogelijkheid te behouden dat er kamers zouden worden opgericht met een tot een of meer beroepen beperkte bevoegdheid en door te verklaren dat zij het inzicht had namelijk de huidige regeling voor de mijnnijverheid te handhaven. (Verslag, *Gedr. St. Senaat*, 1923-1924, n° 67, blz. 2). Bij artikel 7, tweede lid, wordt diensvolgens bepaald dat de Koning in den schoot van een Werkrechtshraad, bijzondere kamers mag instellen.

VI. — Bevoegdheid van de Werkrechtshraden.

(ART. 43 tot 46.)

De bevoegdheid der Werkrechtshraden lokte enkele opmerkingen uit. Zij hadden in het bijzonder betrekking op : 1° de bevoegdheid wat de stof betreft; 2° de bevoegdheid wat de plaats betreft; 3° het bedrag in zake beroep; 4° de tegeneischen.

De bevoegdheid wat de stof betreft. — Artikel 4 van het ontwerp bepaalt wat men moet verstaan onder de arbeidsgeschillen vermeld bij artikel 1. Enkele leden van den Senaat en van uwe Middenafdeeling zouden gewild hebben dat de

Werkrechtersraden de opdracht kregen de werkplaatsreglementen goed te keuren: zij zouden er zich van vergewissen dat de reglementen met de bepalingen der wet overeenkomen, alvorens zij toepasselijk zouden gemaakt worden in het gebied der rechtbank.

Dit standpunt bleek onaanneemelijk om twee redenen: ten eerste is het werkplaatsreglement, zoo het door beide partijen aangenomen wordt, eene overeenkomst die slechts bindend is in zooverre waar zij niet strijdig is met de wetten op de openbare orde.

Een reglement dat noch uitdrukkelijk noch stilzwijgend door de werklieden aangenomen werd, is voor hen niet bindend. Zelfs als het aangenomen is, blijft het zonder kracht zoo het strijdig is met de wet. De tusschenkomst van den Raad is dus te dien opzichte niet noodzakelijk.

De Werkrechtersraad is trouwens eene rechtbank en het geldt als een beginsel dat eene rechtbank niet mag tusschenkomen zoolang niet een geding regelmatig aanhangig word gemaakt. Dus, wanneer een werkmán klaagt over de toepassing van een onwettig reglement, zal de Raad kennis nemen van zijne klacht en er gevolg aan geven. De Raad zal echter geene uitspraak doen zoo niemand zich tot hem wendt.

Men zou begrijpen dat de werkplaatsreglementen moeten onderworpen worden aan de voorafgaande goedkeuring van eene aan te wijzen overheid. Maar daartoe zou de wet van 15 Juni 1896 moeten gewijzigd worden, en de Werkrechtersraad, rechterlijke instelling, blijkt niet het organisme te zijn dat geëigend is om die opdracht van bestuurlijken aard te volbrengen.

De bevoegdheid wat de plaats betreft. — Artikel 44 van het ontwerp werd overgenomen uit de wet van 1910. De Regeering liet er echter een lid inlассhen houdende dat « de geschillen betreffende de zeelieden en visschers behooren tot de bevoegdheid van den Werkrechtersraad binnen wiens rechtsgebied de aanmonstering geschiedde ». Deze bepaling was nutteloos en levert bezwaren op.

Men was bezorgd voor den bijzonderen toestand der zeelieden die voor de uitoefening van hun beroep zich naar verre streken moeten begeven. Men dacht dat, aangezien de eerste leden van bedoeld artikel niet toepasselijk zijn op hun geval, een tekst noodig was om den bevoegden Raad aantewijzen. Men heeft echter het laatste lid van hetzelfde artikel uit het oog verloren, waarin verklaard wordt: « In de overige gevallen wordt de bevoegdheid, wat de plaats betreft, vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk II der wet van 25 Maart 1876. » Deze tekst beteekent dat, zoo de werkmán gewoonlijk buiten de grenzen van de omschrijving werkt, de bevoegde Raad, naar keuze van den eischer, die van de woonplaats van den verweerder zijn zal (Wet op de bevoegdth., art. 39), of die van de plaats waar de verbintenis ontstaan is of waar zij moet worden of werd uitgevoerd. (Wet op de bevoegdth., art. 42). Daaruit volgt bijvoorbeeld, dat de werkmán, aangemonsterd te Antwerpen, zal mogen dagvaarden te Oostende, rechtbank van den verweerder (art. 39), zoo de zetel der reederij te Oostende gevestigd is, of te Antwerpen, alwaar de verbintenis aangegaan werd (art. 42).

Uwe Middenafdeeling is van oordeel dat er geen reden bestaat om aan de zee-lieden een recht van keuze te ontnemen dat alle pleiters bezitten. Zij stelt u dus voor het ingelaschte lid door een amendement te doen wegvallen.

Het bedrag in zake beroep. — Artikel 45 van het ontwerp bepaalt op 500 frank het bedrag van den laatsten aanleg. Alle geschillen van een waarde van ten hoogste 500 frank worden zonder beroep gevonnist. Het bedrag was vroeger bepaald op 400 frank en de verhooging is dus gering. De heer Van Roosbroeck stelde 1,000 frank voor; de heer Wittemans, 1,000 frank voor de werklieden en 2,500 frank voor de bedienden. Deze amendementen werden ingetrokken nadat de Minister van Nijverheid en Arbeid had doen opmerken dat het uiterst gevaarlijk voor de rechtzoekenden en vooral voor de kleinen kan zijn, hun het hooger beroep te weigeren: « Is een bedrag van 1,000 frank niet bijzonder belangrijk voor zekere werkgevers, voor den werkman of den bediende is het integendeel steeds zeer gewichtig » (*Handel. Senaat, 1924-1925, blz. 54*). De vonnissen der vrederechters zijn vatbaar voor beroep zoodra de waarde van den eisch 100 frank overschrijdt en de wet van 14 Februari 1925, die de bevoegdheid dezer rechters verhoogde, heeft niets veranderd aan den aanleg (Wet op de bevoegdheid, art. 2 en 3).

De tegeneischen. — Bij artikel 46 van het ontwerp werd bepaald dat, ingeval een tegeneisch zou worden ingesteld tegen den hoofdeisch en dat één der twee eischen voor beroep zou vatbaar zijn, het arbeidsgerecht omtrent beide slechts zou beslissen behoudens beroep. Deze bepaling kon tot misbruik leiden: een werkman eischt voor den Raad een bedrag van 300 frank; de werkgever stelt een tegeneisch in van 600 frank. De werkman wint het geding en de tegeneisch wordt verworpen door den Raad. Welnu, de eisch van den werkman waarover, in den regel, zonder beroep zou worden uitspraak gedaan (art. 45), wordt vatbaar voor beroep door de misschien louter door plagerij ingegeven handelwijze van den werkgever.

In Frankrijk heeft een gelijkaardige bepaling aanleiding gegeven tot flagrante misbruiken. (René Bloch, *Traité des Conseils de prud'hommes*, 1925, n^o 863, blz. 397.) Waar de heer Wittemans een amendement had voorgesteld, deed de Regeering door den Senaat een geheel nieuw artikel 46 aannemen, dat eenheid brengt in onze wetgeving op de bevoegdheid: het eerste lid is de herhaling van artikel 46 van het Wetboek van Burgerlijke rechtspleging; het tweede stemt overeen met artikel 37, eerste lid, van de wet van 1876 op de bevoegdheid; het derde lid is een gelukkige toepassing op de Werkrechtersraden van beroep, van de bepaling van artikel 37, derde lid van dezelfde wet. Men kan zich enkel verheugen over die wijziging.

VII. — Rechtspleging.

(ART. 52, 54, 57, 59.)

Verschillende bijzonderheden moeten hier worden aangemerkt.

Met het oog op besparing van geld en tijd wordt het verzoeningsbureau, aan-

gevuld door den rechtskundigen bijzitter, gemachtigd zonder beroep de geschillen te beslechten bedragende minder dan 100 frank en welke niet konden bijgelegd worden (art. 54).

In den Senaat heeft men zeer aangedrongen op een zoo spoedig mogelijke rechtspleging. Luidens artikel 51 van het ontwerp houden de verzoeningsbureelen ten minste een zitting per week tenzij geen enkele zaak op de rol werd gebracht. Op verzoek van den heer Wittenmans heeft de Senaat dezen tekst door den volgenden vervangen : De verzoeningsbureelen houden ten minste één zitting om de veertien dagen en op een vasten dag om kennis te nemen van al de zaken die in de laatste veertien dagen werden aangebracht bij de griffie van den Werkrechtersraad. Hetgeen oogenschijnlijk wil zeggen, dat de griffier verplicht is op de rol van de eerstkomende vergadering al de ingediende zaken te brengen mits de bij artikel 52 voorgeschreven tijdruimte te laten tusschen de terhandstelling van de uitnoodiging tot verzoening en de zitting van het bureel.

In dezelfde orde van gedachten wordt door het ontwerp de bestaande verplichting weggelaten, om, alvorens de dagvaarding te beteekenen, de partijen voor den raad op te roepen bij eenvoudigen brief van den griffier. Deze vormverischte veroorzaakte vertraging in de vele gevallen daar de verweerder naliet er gevolg aan te geven. Voortaan zal, indien de uitnoodiging tot verzoening mislukt of indien de verweerder er geen gevolg aan geeft, zonder voorafgaande oproeping, per deurwaarder worden gedagvaard (art. 57).

De aanlegger moet een vollen dag laten tusschen de dagvaarding en de oproeping der zaak, zoowel voor de verzoening (art. 52) als voor het vonnis (art. 59). Men heeft gemeend eene uitzondering te moeten maken voor de schippers om zeker te zijn dat zij het exploit zouden ontvangen vóór den dag dat zij moeten verschijnen. En vermits dezelfde reden bestaat voor de zeelieden en de visschers, dient de bepaling te worden uitgebreid. Daaruit is het amendement van uwe Middenafdeeling op artikel 52 gevolgd.

Artikel 59 geeft aanleiding tot twee opmerkingen.

Ten einde den verweerder, werkmán of bediende, gemakkelijker te bereiken en de vonnissen bij verstek te vermijden, wilde het ontwerp toelaten het exploit in handen van den tegenwoordigen werkgever van den verweerder te geven. E. P. Rutten deed echter opmerken dat deze handelwijze voor gevolg kon hebben den nieuwen werkgever te ontstemmen tegenover zijn arbeider of bediende, die aldus kon verdacht worden al te strijdlustig te zijn of een slechten aard te hebben. De keuze werd dan ook niet behouden.

Eene andere opmerking van juridischen aard dringt zich op. De eerste tekst liet slechts de dagvaarding toe in het tegenwoordig verblijf van den verweerder, met uitsluiting van het domicilie. Deze uitsluiting was moeilijk te billijken en de Senaat heeft in tweede lezing het eerste lid van artikel 59 doen luiden als volgt : « Het exploit wordt beteekend hetzij aan den persoon van den verweerder, hetzij in zijn woonplaats of in zijn huidige verblijfplaats ». Men vergat echter den tekst der alinea's 5 en 6 van hetzelfde artikel in verband te brengen met het eerste lid. De amendementen van uwe Middenafdeeling op artikel 59 hebben ten doel dit verzuim te herstellen.

VIII. — Zitpenningen.

(Art. 94 en 123.)

Luidens de wet van 15 Mei 1910 wordt het bedrag der zitpenningen bepaald door de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad. Daaruit volgt, dat de toegekende vergoedingen schommelen tusschen 8 en 25 frank volgens de provinciën (Verslag *Gedr. St. Senaat*, 1923-1924, blz. 3). Het ontwerp, ten einde deze ongelijkheid weg te cijferen, stelde voor, een zitpenning ten beloope van 10 frank toe te kennen aan al de raadsleden in eersten aanleg (art. 94) en een zitpenning van 15 frank aan de raadsleden in beroep (art. 123). De leden der Commissie, evenals sommige senatoren, vonden deze vergoeding te gering. Daarop werd voorgesteld de vaststelling der vergoeding over te laten aan een Koninklijk besluit, hetgeen de Regeering meende niet te moeten aannemen, ten einde den Minister mogelijke vragen naar verhooging te besparen. Na beraadslaging behield de Senaat, in overleg met de Regeering (*Handel. Senaat*, 1924-1925, blz. 65), den zitpenning van 10 frank voor de raadsleden in eersten aanleg (*Handel. Senaat*, 1924-1925, blz. 73) en bracht den zitpenning der raadsleden in beroep op 20 frank.

Anderzijds werd eene wijziging gebracht in den tekst voor de reiskosten. Het eerste ontwerp verleende aan de werkrechters *vergoedingen wegens reiskosten*. Naar aanleiding van eene tusschenkomst van den heer Lebon, werden deze woorden vervangen door de volgende : « vergoedingen wegens verplaatsing ». Vergoedingen wegens reiskosten meende de heer Lebon te moeten verstaan in den zin van spoorwegonkosten. De Minister legde toen deze verklaring af : « Wij mogen terecht meenen, dat de voorgestelde tekst voldoening schenkt aan het achtbaar lid. Daar wordt, inderdaad, gezegd, dat het bedrag der reiskosten zal vastgesteld worden bij Koninklijk besluit, en het is klaar dat de Minister er voor zorgen zal, dat het bedrag ervan billijk zij ». Waarop de heer Lebon antwoordde : « Dan is het misschien beter de woorden « vergoeding wegens reiskosten » te vervangen door de woorden « vergoeding wegens verplaatsing ». De Regeering verklaarde het amendement aan te nemen, dat dan ook werd goedgekeurd (*Handel. Senaat*, 1924-1925, blz. 64). In artikel 123 wordt niettemin nog immer gewaagd van « reiskosten », doch vermits dit artikel nadrukkelijk verwijst naar artikel 94, en dit van toepassing verklaart op de werkrechtersraden van beroep, moet eerstgenoemd artikel worden aangezien als hebbende — bij wijze van gevolg — dezelfde verandering ondergaan.

IX. — Het getal der Werkrechtersraden van beroep.

(Art. 125).

Tot op den huidigen dag bestonden er zeven Werkrechtersraden van beroep : Antwerpen, Brussel, Brugge, Gent, Bergen, Luik en Namen; elke Raad breidde zijne bevoegdheid uit tot de Werkrechtersraden eener provincie. Zoo Limburg en

Luxemburg tot heden toe geen Raad van beroep bezitten, dan is dit te wijten aan de omstandigheid dat zij ook geene raden van eersten aanleg tellen.

Het ontwerp door den Senaat overgemaakt schaft de raden van beroep af te Antwerpen, Brugge, Bergen en Namen. Er zou voortaan een Raad van beroep gevestigd zijn daar waar een Hof van beroep bestaat : te Brussel (voor de provinciën Antwerpen, Brabant en Henegouwen), te Gent (voor Oost- en West-Vlaanderen), te Luik (voor de provinciën Luik en Namen, en, desgevallend voor Limburg en Luxemburg).

Een lange bespreking greep dienaangaande plaats : de heeren Van Roosbroeck en Wittemans stelden de instelling voor van een Werkrechtersraad van beroep in de hoofdplaats van elke provincie; de heer Lebon wilde er zien oprichten te Antwerpen, Brussel, Brugge, Gent, Luik en Bergen (wat zou overeenkomen met het behoud van den huidige toestand, behalve dat de Raad van beroep te Namen zou afgeschaft worden, daar deze, naar het schijnt, slechts twee arresten veldt in 1923). De heer Thiébaut wilde den Raad van beroep te Bergen zien behouden. En de heer Lebon deed bij de tweede lezing een nieuwe poging ten voordeele van den Raad van beroep te Antwerpen.

De redenen die de Regeering aanvoerde ten gunste van de afschaffing der Raden te Antwerpen, Brugge, Bergen, Namen, vonden hunnen voornaamsten grond in de Begrooting. « Wegens de geringe werkzaamheid der hogere werkrechtersraden te Antwerpen, Brugge, Bergen en Namen, heeft de Regeering er toe besloten U de opheffing dier Raden voor te stellen; dat zou voor den Staat en voor de betrokken provinciën een niet te misprijzen bezuiniging zijn. » Zoo zegt de Memorie van Toelichting (*Gedr. St. Senaat, 1922-1923, n° 130, blz. 20*). Tijdens de bespreking liet de Minister van Nijverheid en Arbeid een andere beweegreden gelden : de symmetrie welke dient tot stand gebracht te worden tusschen de Werkrechtersraden van beroep en de Hoven van beroep.

Die laatste reden was niet zeer sterk en, zooals men het deed opmerken, zou zij slechts eenige waarde bezitten, indien de Werkrechtersraad het belang had van een rechtbank van eersten aanleg. De Werkrechtersraad lijkt echter veel meer op het Vrederecht, wat betreft de opdracht en het gewicht der zaken waarover hij uitspraak te doen heeft.

Er zouden onbetwistbaar voor de arbeiders van den Borinage en voor die der Kempen, groote moeilijkheden rijzen indien zij te Brussel zouden moeten pleiten. Want, ofwel begeeft de belanghebbende zich persoonlijk ter terechtzitting, ofwel laat hij zich vertegenwoordigen door een advocaat.

In het eerste geval loopt hij gevaar zich voor rechters te bevinden die zijn taal niet verstaan : de mijnwerkers en de metaalbewerkers die zich in hun taal tot de leden van den Raad van beroep te Brussel zouden wenden, zouden zich niet kunnen doen begrijpen, verklaarde de heer Thiébaut. Zulks zou *a fortiori* het geval zijn voor de rechtzoekenden van Antwerpen die verschijnen voor den Raad van beroep te Brussel : de wet neemt voorzorgsmaatregelen opdat de benoemde leden (rechtskundige bijzitters, griffiers, adjunct-griffiers en griffieklerken) de taal der belanghebbenden zouden verstaan (art. 30) : dit is echter het geval niet voor de raadsleden die vrij door de kiezers worden verkozen; welnu, het zijn de

raadsleden die rechtspreken. Daarbij mag men zeggen dat de verplaatsingskosten en het verlies aan loon gevoeliger zijn naarmate de rechtbank meer verwijderd is.

Vele arbeiders laten zich in hooger beroep vertegenwoordigen door een advocaat, zegde de Minister van Nijverheid en Arbeid. Dit is juist. Maar de moeilijkheid is er niet door opgelost. Want ofwel laten zij zich verdedigen door een Brusselschen advocaat en dan moeten zij zich verplaatsen om hem te gaan spreken; ofwel kiezen zij een advocaat van hun streek of gemeente en dan zal de verwijdering van de rechtbank de betaling van een hooger honorarium en bijgevoegde verplaatsingskosten na zich sleepen.

De leden der Raden van beroep zullen verkozen worden door de werkgevers, de werklieden en de bedienden die de Raden uitmaken van eersten aanleg, binnen het rechtsgebied van den Raad van beroep gevestigd (art. 118). Het zal een vreemdsoortig kiezerskorps zijn : het zal de werklieden en bedienden omvatten van Antwerpen en Mechelen, van Brussel en Leuven, van Bergen en Charleroi, die door hun beroepsbelangen, door hun zeden en gewoonten, door hun taal, voor elkander vreemden zullen zijn. Men zal hetzelfde kunnen zeggen van de Limburgers en Luikenaren die zullen geroepen worden om te zamen de leden van den Raad van beroep te Luik te verkiezen. Is het zeker dat alle betrokken provinciën vertegenwoordigers zullen tellen in den schoot van de Raden van beroep te Brussel en te Luik?

Het op de Begrooting steunende argument schijnt niet veel kracht te bezitten : men heeft in den Senaat verklaard dat de Raad van beroep te Antwerpen, voor de Openbare Machten een jaarlijksche uitgave van 16,607 frank na zich sleept (de heer Tschoffen, *Handel Senaat*, 1924-1925, blz. 216); die van Bergen, eene uitgave van 10,000 frank (de heer Vilain XIII, *Handel Senaat*, 1924-1925, blz. 78). Zoo men daarbij 10,000 frank voor Brugge en 10,000 frank voor Namen voegt, dan bereikt men niet eens het bedrag van 50,000 frank, alles samen genomen.

Men kan trouwens, indien men praktisch te werk wil gaan, de uitgaven verminderen, door de Raden van beroep te vestigen in de lokalen waar de Raden van eersten aanleg gevestigd zijn en door voor beide hetzelfde personeel te gebruiken; niets schijnt er zich inderdaad tegen te verzetten dat een zelfde persoon te gelijk voor een Raad van beroep en een Raad van eersten aanleg die in dezelfde stad zetelen, griffier, adjunct-griffier of griffieklerk zij.

De meeste Afdelingen der Kamer hebben zich met het vraagstuk bezighouden en talrijke leden hebben het behoud der bestaande Raden van beroep gevraagd.

Om al die redenen stelt uwe Middenafdeeling voor, artikel 125 van het ontwerp te laten wegvallen en de Raden van beroep te Antwerpen, Brugge, Bergen en Namen krachtens de wet van 25 Juni 1913 ingesteld, te behouden. Den dag waarop de wetgever werkrechtshraden zal instellen in de provinciën Limburg en Luxemburg, zal hij ook Raden van beroep oprichten voor deze rechtbanken of het rechtsgebied der bestaande Raden van beroep tot die provinciën uitbreiden.

Dit zijn de voornaamste overwegingen van uwe Middenafdeeling die het door den Senaat overgemaakte ontwerp uitlokte. Een korte vergelijking met het Fransche stelsel heeft er ons van overtuigd dat ons arbeidsgerecht na de herziening beter, en, om een woord te gebruiken dat in de mode is, meer democratisch zijn zal dan dat van onze Fransche bureu. In dit land strekt de bijzondere rechtspraak zich slechts uit tot de handels- en nijverheidsbedrijven vermeld in het decreet tot instelling (*Code du Travail*, IV, art. 1 en 4); men is er slechts kiezer als men vijf en twintig jaar oud is en onder de dubbele voorwaarde dat men zijn beroep sedert drie jaar uitoefent binnen het rechtsgebied van den Raad, en aldaar zijn verblijf houdt sedert een jaar (art. 22); men telt er niet twee voorzitters maar één voorzitter en één ondervoorzitter, beiden gekozen door de algemeene vergadering van werkgevers en bedienden samen zetelende (art. 9); er bestaan noch rechtskundige bijzitters, noch technische bijzitters. De eischen betreffende de bedienden die meer dan 2,000 frank bedragen mogen ingesteld worden vóór de gewone rechtbanken (art. 2). Wordt een tegeneisch ingesteld en kan een der beide eischen slechts gevonnist worden behoudens beroep, dan doet de Raad over beide eischen uitspraak mits beroep, en de misbruiken blijven mogelijk (art. 87). Het beroep moet gebracht worden vóór de burgerlijke rechtbank, instelling van het gemeene recht waar de rechtspleging langzaam en kostelijk is (art. 87).

Uwe Middenafdeeling stelt U voor zonder verwijl de hervorming te onderzoeken en ze te stemmen, met de enkelen amendementen die door haar werden neergelegd. Deze amendementen brengen aan de bepalingen van het ontwerp geen wezenlijke wijziging, sommige zelfs raken alleen den vorm.

De Verslaggever,
E. VAN DIEVOET.

De Voorzitter,
L. BERTRAND.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 12.

Ajouter un alinéa conçu comme suit :

Conserveront le droit à l'électorat, les ouvriers et les employés qui, pour cause de maladie, accident, grève, lock-out ou chômage involontaire, ont temporairement cessé le travail.

ART. 25.

Modifier comme suit l'alinéa 7 :

Ils exercent alternativement leurs fonctions durant une année.

(La suite comme au projet).

ART. 44.

Supprimer l'alinéa 4, commençant par les mots : *Les constatations* et finissant par les mots : *l'enrôlement*.

ART. 52.

Rédiger comme suit l'alinéa final :

Il y aura au moins un jour franc, et pour les bateliers, marins et pêcheurs, huit jours francs entre...

(La suite comme au projet).

**Amendementen door de Midden-
afdeeling voorgesteld.**

ART. 12.

Een lid toe te voegen luidende :

Behouden hun kiesrecht, de werklie-den en de bedienden die, wegens ziekte, ongeval, staking, lock-out of onvrijwil-lige werkloosheid, tijdelijk opgehouden hebben te werken.

ART. 25.

Het zevende lid wijzigen te als volgt :

Zij oefenen beurtelings hun ambt uit gedurende één jaar.

(Het vervolg zooals in het ontwerp.)

ART. 44.

Het vierde lid, beginnende met de woorden : *De geschillen* en eindigende met de woorden : *de aanmonstering geschiedde*, te doen wegvallen.

ART. 52.

Het laatste lid te doen lri-den :

Er moeten minstens één volle dag, en voor de schippers, zeetieden en vis-schers, acht volle dagen verlopen tus-schen...

(Het vervolg zooals in het ontwerp.)

ART. 59.

Rédiger comme suit l'alinéa 5 :

Si, *au domicile ou à la résidence* actuelle du défendeur ou à l'endroit déterminé à l'alinéa 3 ci-dessus, il ne se trouve personne qui puisse recevoir valablement la citation, la copie en est déposée entre les mains du bourgmestre ou de l'un des échevins de la commune *du domicile ou de la résidence* actuelle du défendeur, qui vise l'original sans frais. En outre, l'huissier laisse *au domicile ou à la résidence* actuelle, etc.

Rédiger comme suit l'alinéa 6 :

La notification de la citation *au domicile ou à la résidence* actuelle du défendeur et, le cas échéant, la remise de l'exploit au bourgmestre ou à l'un des échevins de la commune seront faites par un huissier habile à instrumenter dans le canton judiciaire dans les limites duquel le défendeur *a son domicile ou sa résidence*, etc.

ART. 125.

Supprimer cet article.

ART. 59.

Het vijfde lid te doen luiden als volgt :

Indien, *ter woonplaats*, of ter plaatse waar de verweerder op dat oogenblik verblijft, of ter plaatse bepaald bij bovenstaand lid 3, niemand wordt aangetroffen om het exploit in ontvangst te nemen, dan wordt een afschrift er van gelaten in handen van den burgemeester of van een schepen der gemeente waar de verweerder zijne *woonplaats* heeft, of, op dat oogenblik zijn verblijf houdt; gezegde burgemeester of schepen viseert kosteloos het origineel. Daarenboven, laat de deurwaarder *ter woonplaats* of ter verblijfplaats van den verweerder, enz.

Het zesde lid te doen luiden :

De beteekening van de dagvaarding *ter woonplaats* of ter plaatse waar de verweerder op dat oogenblik zijn verblijf houdt en, bij voorkomend geval, de overhandiging van het exploit aan den burgemeester of aan een schepen der gemeente, zullen worden gedaan door een deurwaarder, bekwaam om zijn ambt uit te oefenen in het rechterlijk kanton binnen hetwelk de verweerder *zijne woonplaats of zijne verblijfplaats* heeft, enz.

ART. 125.

Het te dolen wegvallen.